

I'HUMANITÉ



ROUGE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE

AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

I F

Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

1^{re} ANNEE
JEUDI 27 MARS 1969

N° 6

A BAS la RÉFORME de style fasciste !

Nous sommes à présent à un mois du referendum décidé par de Gaulle.

Celui-ci est pareil à Napoléon III tel que le présentait Marx en conclusion à son ouvrage « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte » :

« Pressé par les exigences contradictoires de sa situation et contraint, d'autre part, tel un prestidigitateur, de tenir par quelque tour surprenant les yeux du public constamment fixés sur lui comme sur le « succédané » de Napoléon et, par conséquent, de faire tous les jours un coup d'Etat en miniature, Bonaparte met sans dessus dessous toute l'économie bourgeoise, touche à tout ce qui avait paru intangible à la révolution de 1848, rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule. »

Ainsi en est-il en effet tout particulièrement avec un projet destiné d'une part à diviser la France en régions, d'autre part à se débarrasser du Sénat en tant qu'assemblée législative, ce Sénat qui joua dans le passé un rôle si éminemment réactionnaire mais qui était devenu pour le régime un foyer d'opposition qu'il ne pouvait plus tolérer, même si cette opposition était assez peu dangereuse pour sa destinée immédiate.

A l'ère de la transformation du capitalisme en capitalisme monopoliste et en capitalisme monopoliste d'Etat, la grande bourgeoisie étouffe dans le cadre des institutions qu'elle s'était données au début de son ascension. Quel symbole de l'évolution de cette bourgeoisie quand c'est le propre fils du dernier président du Sénat de la III^e République, Jeanneney, qui est chargé d'élaborer la réforme destinée à gommer cette institution qui fut si longtemps le rempart le plus solide de la bourgeoisie française contre les réformes démocratiques !

On voit en même temps comment, quand elle en a besoin, cette même bourgeoisie n'hésite pas à jeter par-dessus bord sa propre légalité, à tenir pour nulles les institutions qu'elle a elle-même mises en place, par exemple le Conseil d'Etat derrière les avis duquel elle s'abrite quand ils lui sont favorables, mais qu'elle écarte avec mépris quand ils desservent ses intérêts.

Ainsi, le principe même du referendum et son objet violent-ils, selon le Conseil d'Etat, la Constitution (élaborée en 1958, après son coup d'Etat militaire, par de Gaulle avec l'active collaboration d'hommes comme Guy Mollet). Mais de Gaulle n'en a cure. Fin prêt pour son nouveau tour de prestidigitateur, il a décidé de passer outre. *Faut-il que ce referendum ait une importance capitale !*

Il est vrai, en effet que cette importance est grande.

Au-delà de la réforme même dont le referendum est l'occasion, les porte-paroles du régime viennent de révéler qu'il ne constitue pas moins qu'une question de confiance posée au corps électoral à l'égard de la politique globale du gaullisme. C'est dire qu'on ne peut plus clairement qu'il s'agit là d'un plébiscite même pas camouflé. L'adoption du texte soumis au referendum signifierait donc bien davantage que l'approbation de cette réforme limitée : elle représenterait un blanc-seing donné au régime pour l'ensemble de sa politique, non seulement passée mais à venir.

Mais pour s'en tenir à la réforme proprement dite, l'acharnement apporté par les gaullistes, chef de l'Etat en tête, à la promouvoir, suffit à en souligner l'importance. Il s'agit rien moins que de donner à l'Etat bourgeois des structures de style purement fasciste, les vieilles structures s'avérant impuissantes devant les périls qui ne cessent de menacer chaque jour davantage cet Etat. Que le choix même des membres du futur Sénat et le mode de leur élection relèvent du corporatisme qui caractérisa l'Etat fasciste mussolinien et, plus tard, celui de Salazar au Portugal comme le Parlement croupion de Franco, là n'est pas le seul aspect inquiétant de la réforme. Bien qu'on prétende, du côté de ses promoteurs, que celle-ci soit destinée, avec la création de régions, à obtenir une décentralisation du pouvoir, elle aboutira en fait, et c'est le but essentiellement visé, à ce que le pouvoir central

tienne plus fortement en mains que jamais ces régions à la tête desquels régneront des préfets, ses agents, dotés de tous les pouvoirs, même les plus exceptionnels (1).

Jeanneney a mangé le morceau la semaine dernière : la réforme, a-t-il dit en substance, présente des avantages qui ne sont pas inscrits dans les textes; en cas de nouvelle poussée révolutionnaire, elle permettra au Gouvernement d'agir avec plus de promptitude et d'efficacité sur le plan local grâce aux pouvoirs qui seront désormais attribués à ses représentants régionaux. Ces derniers ne seront guère autre chose, d'ailleurs, que des gouverneurs de province comme il en fut sous l'Ancien Régime; de Gaulle l'a personnellement reconnu dans sa dernière allocution télévisée : les régions, grosso modo, correspondront géographiquement aux anciennes provinces. Relevons en passant que Pétain, déjà, avait ressuscité ces entités administratives de la monarchie, au temps où il tentait de se faire passer pour un nationaliste patriote aux yeux des Français par des cérémonies ridicules comme celles dont l'ancienne Gergovie fut la scène, à l'heure même où il livrait aux nazis les véritables patriotes coupables de se battre pour l'indépendance de leur pays.

M. Jeanneney a donc rassuré — du moins était-ce l'objectif de ses précisions — cette petite bourgeoisie qui vota par peur en juin dernier pour le

gaullisme et que le régime sent aujourd'hui lui échapper, tels les commerçants, les artisans et les paysans accablés sous une fiscalité que leur vote de juin a permis d'aggraver dans des proportions jamais atteintes jusque là. Que la bourgeoisie fasse confiance à de Gaulle : avec la réforme, ses intérêts seront bien gardés contre les tentatives révolutionnaires.

En vérité, cette peur de la révolution s'inscrit dans tous les actes du Gouvernement depuis mai. Prenons-en encore pour preuve la façon dont se dérouleront prochainement les grandes manœuvres de l'armée française que le chef de l'Etat suivra en personne, grandes manœuvres qui, sous le nom de « Safari » (la chasse aux fauves !), se dérouleront sur le thème de la lutte anti-guérilla dans le cadre de ce qu'on appelle techniquement de façon anodine la « défense opérationnelle du territoire », et tout ceci dans les Causses et sur les pentes des Cévennes où, comme chacun sait, les méchants révolutionnaires pourraient bien un beau jour établir des maquis...

En bref, la réforme soumise à referendum s'inscrit nettement dans le processus de fascisation du régime, de l'appareil d'Etat, que les marxistes-léninistes n'ont cessé de dénoncer. Tout doit être fait pour lui faire échec.

(Suite page 8).

GAGNER LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

Aujourd'hui la classe ouvrière n'a plus comme quotidien qu'une « Humanité » révisionniste, qui parle de grèves et de luttes pour mieux faire avaler les faisans de la publicité capitaliste, les réformes à la Edgard Faure, la « coexistence » traîtresse avec la réaction et l'esprit de division dans les rangs révolutionnaires.

La jeune « Humanité-Rouge » est donc née du besoin ressenti par les masses, depuis mai 1968, d'un vrai journal national de classe, refusant toute publicité capitaliste, et se faisant le porte-parole de toutes les luttes de classe contre l'ensemble du système capitaliste. Elle a repris le drapeau rouge du marxisme-léninisme, enrichi de la pensée de Mao Tsé-toung, drapeau abandonné depuis longtemps par l'Humanité révisionniste.

NOTRE PRESSE EN DANGER

La bourgeoisie, en collusion avec les révisionnistes, essaient par différents moyens de faire disparaître la presse marxiste-léniniste : manœuvres d'intimidation sur les imprimeurs, sabotages de la distribution de presse au distribution postale, surveillance de locaux, répression contre la diffusion militante, etc...

Devant les problèmes financiers créés par cette situation, l'Humanité-Rouge essaie d'alléger le plus possible son prix de revient sans augmenter son prix de vente. C'est pourquoi nous réserverons désormais l'impression en rouge à des numéros exceptionnels de plus de 8 pages, et limitons l'emploi des illustrations pour laisser le maximum de place aux informations de luttes de classes. D'autre part les distributions à certains points de vente non contrôlables seront diminués ou supprimés, afin de limiter au minimum les invendus et de favoriser une plus large diffusion militante.

SOUSCRIPTION NATIONALE DE SOUTIEN A « H. R. »

- NOM, PRENOM
- VILLE (adresse facultative)
- MONTANT DE LA SOUSCRIPTION

« Prendre sa résolution,
ne reculer devant aucun sacrifice,
surmonter toutes les difficultés,
pour remporter la victoire »

MAO TSE-TOUNG.

• Que nos lecteurs nous aident à mieux contrôler l'approvisionnement des points de vente, qu'ils achètent régulièrement au même endroit leur journal, au MIEUX, QU'ILS S'ABONNENT DIRECTEMENT A L'HUMANITE-ROUGE.

• Que les comités militants, outre leurs tâches de « correspondants H.R. » assurent de façon urgente :

1) La Défense politique de l'Humanité-Rouge, l'hebdomadaire national marxiste-léniniste, contre toute presse révisionniste et gauchiste.

2) La Diffusion militante, sous toutes formes possibles, dans les lieux de travail, les quartiers populaires, les facultés ou écoles.

3) La régularisation très rapide de toute somme collectée pour journaux vendus.

4) Le collage systématique d'affiches « H.R. », à nous commander, contre 5 centimes l'unité, si possible.

• Que tous nos amis, même isolés, participent massivement à notre CAMPAGNE NATIONALE DE SOUSCRIPTION POUR LE SOUTIEN A L'HUMANITE-ROUGE, campagne ouverte pour que le marxisme-léninisme garde et développe en France son « outil pour unir le peuple » : L'Humanité-Rouge.

Une semaine de luttes



PROLONGEMENT des grèves entamées la semaine précédente

- S.N.C.F. - SUD-OUEST : grève des roulants, toute cette semaine, pour l'amélioration des conditions de travail.
- RAFFINERIE ANTAR A DONGES (LOIRE-ATLANTIQUE) : grève, toute cette semaine, pour la révision de la classification salariale.
- MACHINES AGRICOLES CLAAS A WOIPY (MOSELLE) : grève, toute cette semaine, pour l'augmentation des salaires.
- MASSEY-FERGUSON A LILLE : grève, jusqu'à jeudi, contre le licenciement de 22 ouvriers et la mise à pied de 7 délégués.
- JOINT FRANÇAIS A SAINT-BRIEUC : grève, jusqu'à jeudi, pour l'alignement des salaires sur ceux de Bezons.
- SAVIEM A BLAINVILLE (CALVADOS) : grève, jusqu'à mercredi, de l'atelier « peinture » contre les cadences et pour l'augmentation des salaires horaires.
- SOCIETE METALLURGIQUE DE CAEN : grève, jusqu'à mercredi, de l'atelier « aggro », pour le maintien des congés payés et l'augmentation des salaires.
- ACIERIE DE SAMBRE-ET-MEUSE A SAINT-BRIEUC : grève de deux ateliers.
- WONDER A LOUVIERS : grève pour l'augmentation des salaires.
- ROBERT ET CARRIERE PHARMACEUTIQUES A SERQUIGNY : grève.
- S.M.N. A MONDEVILLE : grève pour conserver les jours de congés spéciaux d'avant les réductions d'horaires.
- ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS : grève nationale des élèves maîtres pour la revalorisation du diplôme d'instituteur, de nouveaux postes de professeurs et le maintien des classes de préparation au baccalauréat.
- ECOLE DES LANGUES ORIENTALES : grève des cours pour obtenir un juste statut à l'école.
- ECOLES DE PHARMACIE : grève nationale, avec occupations et manifestations, pour un statut des études et contre certains projets de réforme.
- LYCEE MALLARME A PARIS (lycée de Gilles TAUTIN) : grève des professeurs et élèves pour protester contre l'autorisation, par le Conseil d'administration, d'une conférence fasciste.

LUNDI 17

- FORGES ET ATELIERS DU CREUSOT : début de la grève pour alignement des salaires sur la région parisienne.
- DAUPHINOISE METALLURGIQUE A DOMENE (Isère) : grève pour l'augmentation des salaires.
- 500 CULTIVATEURS A SAINT-DENIS (Ain) manifestent contre la vente d'une ferme.
- ECOLES DE LA MARINE MARCHANDE : grève nationale des élèves pour le statut de leurs études.
- ECOLE DES LANGUES ORIENTALES A PARIS : début de la grève de la faim d'enseignants et étudiants pour soutenir la grève générale des cours.
- INSTITUT DES STATISTIQUES A PARIS : grève des étudiants pour la recomposition du collège électoral de l'école.
- C.E.T. FEMININ A SAINT-BRIEUC : grève des cours contre les locaux vétustes.
- TELEVISION SCOLAIRE : débrayage avec meeting pour protester contre la suppression d'une émission sur les ouvriers de Renault-Billancourt.

MARDI 18

- RENAULT-BILLANCOURT : débrayages avec manifestations pour le relèvement des taux horaires, contre les conditions de travail et les contraintes bancaires de minutes.
- SAINT-GOBAIN A ORLEANS : débrayages tournants pour l'augmentation des salaires.
- C.I.G.M.A. A ISSOUDUN : débrayage.
- VINS NICOLAS : grève de 24 heures des gérants de point de vente pour l'amélioration des conditions de travail.
- CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS : grève de 24 heures.

MERCREDI 19

- TRAMWAYS LILLE-ROUBAIX-TOURCOING : grève de deux fois 24 heures contre la réorganisation, préjudiciable aux tramways, du réseau et pour la revalorisation des salaires.
- RAFFINERIES ANTAR A VALENCIENNES, B.P. A VERNON ET LA MEDE MARSEILLE : grève.
- NOSOKO-METALLURGIE A GUEBWILLER (HAUT-RHIN) : grève de 24 h pour l'augmentation des salaires.
- MATERIEL FILATURE SCHLUMBERGER A GUEBWILLER (HAUT-RHIN) : débrayage spontané.
- ZIEGLER-GALVANISATION A MOUZON (ARDENNES) : grève contre la mise à pied d'un délégué.
- CARBON-AMORTISSEURS A ERQUEVILLE : grève pour l'augmentation des salaires.

JEUDI 20

- COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE A MARSEILLE : grève.
- LA REDOUTE A ROUBAIX-TOURCOING : grève pour l'augmentation des salaires.
- RENAULT A BILLANCOURT : nouveau débrayage, avec campagne d'information, pour le renouvellement de l'accord d'entreprise.
- SUD-AVIATION A SAINT-NAZAIRE : débrayage.
- CHANTIERS BABCOCK-ATLANTIQUE : débrayage pour appuyer des négociations avec la direction.
- SCIENCES-POLITIQUES A PARIS : grève des cours contre la décision du conseil de direction de limiter les possibilités de se présenter à la deuxième session des examens.
- ECOLE PROFESSIONNELLE DE DESSIN INDUSTRIEL A PARIS : grève contre la mauvaise qualité de l'enseignement, les locaux vétustes et les frais de scolarité élevés.

VENDREDI 21

- MASEY-FERGUSON A LILLE : reprise de la grève.
- INTERNATIONAL-HARVESTER A SAINT-DIZIER : grève pour la quatrième semaine de congés payés.
- TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG : deuxième grève en dix jours pour l'augmentation des salaires.
- BERLIET A VERNISSIEUX : deuxième débrayage en huit jours pour la revalorisation des salaires horaires.

CHOMAGE A LA COURNEUVE

De Gaulle, le garde-chiourme du capital, dans son dernier flot d'injures à l'adresse des travailleurs qui manifestent leur colère contre l'exploitation féroce des monopoles capitalistes, a déclaré que le chômage tendait à disparaître. Or nous savons que le Capitalisme, pour garantir une réserve de main-d'œuvre à bon marché a besoin d'une « armée » de chômeurs (plusieurs millions aux Etats-Unis).

La bourgeoisie française, elle, lance le chiffre officiel de 350.000 mais dans son optique hypocrite et mensongère elle oublie sciemment de mentionner les chômeurs partiels, les femmes qui ont perdu leur travail et qui ne sont pas inscrites à l'inspection du travail, les jeunes avec ou sans formation professionnelle qui ne trouvent pas de travail à la sortie de l'école et qui n'ont pas droit aux cartes de chômage (ils sont près de 500.000).

A LA COURNEUVE (Seine-Saint-Denis) 41.000 habitants ; en 10 ans 4.000 emplois ont été supprimés dans les différentes entreprises. En 1968, le patronnat annonce 1.500 licenciements (fermeture d'usines ou « compression du personnel »).

Ces licenciements doivent être effectués dans le courant 1969 :

Fermeture usines début 69 :

- CIT (métaux) : 550 ouvriers licenciés ;
- FEREMBAL (métaux) : 250 ouvriers licenciés ;
- DIENIS-LUCAS (métaux) : 30 ouvriers licenciés ;

Fermetures annoncées pour le courant 69 :

- LIEBIG (alimentation) : 300 ouvriers licenciés ;
- SATAM-NEVE (métaux) : 350 ouvriers licenciés ;
- CARROSSERIES LEVALLOIS (métaux) : 250 ouvriers licenciés ;

Licenciements annoncés pour 69 :

- CORPET LOMET (métaux) : 25 ouvriers licenciés ;
- 150 prévus pour Juin 69.
- MOYSE (métaux) : 34 ouvriers licenciés ;
- 95 prévus pour Juin 69.

Que font les bonzes révisionnistes de la C.G.T. et du P.-C.-F. ?

— Un meeting de l'Union locale C.G.T. des métallurgistes sur les « problèmes de l'emploi ».

— Un affichage municipal de la mairie révisionniste ; l'affichage qui citait le nombre de licenciements par secteur a duré trois jours puis les affiches ont systématiquement été recouvertes par une annonce du « repas des anciens » à la mairie.

— Une seule affiche de la C.G.T. avec comme mot d'ordre : « pas de licenciements sans une reconversion assurée ».

Ces messieurs pensent donc, comme les capitalistes, que les licenciements de travailleurs sont choses naturelles ; ils essaient d'aménager la maladie sans en détruire la cause. Ils essaient de faire oublier aux travailleurs que l'ennemi c'est le capitalisme engendreur de misère et de chômage.

Le Comité d'aide aux travailleurs sans emploi créé par les bons offices de la municipalité révisionniste de La Courneuve joue les dames patronnesses et se borne à distribuer chaque mois des gateaux secs, du lait concentré et des boîtes de petits pois aux familles des chômeurs.

Messieurs les bureaucrates révisionnistes ont depuis longtemps oublié ce que signifie la lutte de classe.

Les chômeurs ne veulent pas de pitié, ils veulent du travail. Contre les licenciements, contre les « compressions du personnel », contre les fermetures d'usines au profit des grands monopoles capitalistes, un seul mot d'ordre d'action : lutte classe contre classe à la base, seule l'unité à la base et dans l'action fera reculer ceux qui s'engraissent sur le dos des travailleurs !

NON AUX LICENCIEMENTS !

NON AU CHOMAGE !

NON A LA REPRESSION FASCISTE DU PATRONNAT !

A BAS LE POURRISSANT POUVOIR DES MONOPOLES CAPITALISTES !

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME NOTRE IDEAL LIBERATEUR !

VIVE LE SOCIALISME !

Correspondant HUMANITE ROUGE
de La Courneuve

UN LICENCIEMENT ABUSIF

Le 13 Mars à 9 h 50. Le chef de chantier nous annonce : « D..., H..., C..., D..., rangez vos outils, à partir de 10 heures considérez-vous comme licenciés. » Sur la minute, réunion de tous les ouvriers ; en quelques mots nous nous mettons d'accord à l'unanimité (20) pour mettre bas les marteaux. Nous allons trouver le chef, qui, par des menaces nous ordonne de reprendre le travail, menaces qui restent inefficaces car nous sommes prêts à tout pour que nos camarades soient réintégrés.

A 11 heures. Les menaces passent à exécution, nous sommes licenciés à 14.

A 14 heures. Un huissier se présente accompagné d'un inspecteur de police ; l'huissier s'adresse à nous : « Il est 14 heures, à 14 h 15 je ne veux plus voir personne sur le chantier ». Alors, un camarade tente de lui expliquer notre situation, la réponse est vive : « Je vous somme de dégager, et vite, sinon la police s'en chargera ! » Le rouge monte à nos têtes : répression toujours répression, que sommes-nous dans cette société où tout se vend et tout s'achète, les hommes vont-ils toujours ramper ou devenir des serpents ? Nous prenons conscience que notre force à nous c'est d'être unis, et nous lui répondons que nous sommes prêts à défendre nos droits jusqu'au bout. Désarçonnés, car ils ne s'attendaient pas à cette résistance, les deux valets du capital repartent.

A 17 heures. — Le chef gardien de l'usine dans laquelle se trouve notre chantier nous menace de faire venir les flics pour nous sortir ; voyant que nous sommes résolus à rester dans le vestiaire, il prend peur et préfère nous dire que nous pouvons rester sur le chantier jusqu'à l'heure normale...

« Tous les réactionnaires sont des tigres en papier ; en apparence ils sont terribles, mais en réalité il ne sont pas si puissants. A envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant et non les réactionnaires. »

Le 14 Mars au matin. — Nous rentrons dans l'usine à la grande surprise des gardiens qui réagissent trop tard. Là, une équipe de Lillebonne était envoyée par le patron pour nous remplacer. Nous leur expliquons le rôle que le patron leur fait jouer, et nous décidons tous ensemble d'aller voir le patron à Lillebonne. Sur place, celui-ci avait fait placer des flics aux abords de l'agence. Après discussion avec lui : « Le client me demande de changer l'esprit du chantier, car le 11 vous avez fait la grève, le 12 vous avez chanté l'Internationale à la pointeuse ; ceci constitue des fautes très lourdes, je vous licencie parce que vous êtes incommodable ! ». Nous ressortons toujours d'accord pour continuer tous la grève. Le patron rappelle les camarades qui devaient nous remplacer... Lorsqu'ils ressortent, changement de programme, 7 ouvriers, dont 2 délégués C.G.T., décident de reprendre le travail, la grève est brisée.

Mais nous sommes décidés à continuer la lutte.

CAMARADES NE NOUS LAISSONS JAMAIS INTIMIDER PAR LE PATRON, LUTTONS TOUJOURS SANS NOUS DECOURAGER ET DENONÇONS LES BRISEURS DE GREVES !

UNIS NOUS VAINCRONS !

(d'un correspondant)

PEUGEOT (Sochaux) : Premier bilan de la grève

Peugeot, sans agrandir l'usine, et sans embauche nouvelle importante, a décidé de sortir 50.000 voitures de plus par an.

Déjà, après juillet, la direction a « récupéré » les mois de mai-juin en ajoutant 30 à 40 voitures de plus par chaîne. Les cadences, en particulier aux chaînes, deviennent intolérables, exténuantes. C'est jusqu'à 40 voitures de plus par jour à nouveau qui doivent passer entre les mains d'un gars. Il y a tout un renouveau du chronométrage. A cela s'ajoute, depuis des mois, de tortueuses discussions entre la direction et les syndicats sur les horaires : trois jours et demi par an doivent être récupérés (accords de juin 68) et les veilles de fêtes, etc... Peugeot propose soit de travailler plus par jour, soit de travailler pratiquement tous les samedis : les syndicats, se tâtent, hésitent... depuis décembre !...

En février, des jeunes de l'atelier de carrosserie ont sorti des tracts, parfois tapés à la machine, parfois écrits à la main, demandant aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de s'unir au lieu de travailler chacun de leur côté, et d'organiser sérieusement la lutte : contre les cadences et l'augmentation de la vie, et pour les réductions d'horaires. « Sinon », disent-ils, « nous saurons bien lutter sans vous ».

La goutte qui a fait déborder le vase est l'affaire de la prime annuelle de suggestion : les ouvriers ont touché environ 80 francs alors que la maîtrise, déjà grassement payée, a eu des primes allant jusqu'à 100 % de leur salaire mensuel !

● **Lundi 3**, le mécontentement éclate, quelques chaînes débrayent, presque tout l'atelier suit.

● **Mardi**, le mouvement s'amplifie, chaque équipe de doubleur débraye et un groupe de 500 gars environ part dans l'atelier voisin (Embout Sud) et l'entraîne dans la grève. Les trois quarts de cet atelier débrayent. De nombreux délégués de base participent activement à la grève, aident à son organisation et à son extension.

Mais au niveau de l'ensemble de la boîte, que se passe-t-il ? Les directions syndicales n'informent pas les autres ateliers, ne leur donnent aucun mot d'ordre, ne les entraînent pas. A l'Embout Nord, en Fonderie, on sait à peine ce qui se passe. On attend, mais en vain, que les syndicats informent de ce qui se passe en carrosserie. La direction, elle, n'est pas longue à contre-attaquer. Dès mardi, des huissiers entourés de gorilles se promènent en carrosserie, notent, fichent, enregistrent les débrayeurs, aidés par les collaborateurs recrutés dans la maîtrise.

150 gars sont ainsi repérés contre lesquels Peugeot va engager des « Sanctions légales ».

● **Mercredi**, la grève, qui n'a jamais été, comme le prétend la presse bourgeoise, le fait de 300 gauchistes, mais celui d'ateliers de plusieurs milliers d'ouvriers chacun, s'étend encore dans l'usine. En Embout Nord, toutes les presses débrayent une heure pleine. La direction, avec qui les syndicats ont évidemment tenté immédiatement de négocier, dit non à toutes les revendications.

Les cadences, dit-elle, sont très bien calculées, de manière scientifique, par des spécialistes qui connaissent leur métier.

A 15 heures, la direction lock-out la carrosserie et l'Embout Sud, soit 10.000 ouvriers. Tout le monde se regarde.

On nous renvoie chez nous ? Que disent les syndicats ? Ils ne disent rien, ils laissent faire, ne parlent pas d'occuper les ateliers, ni de faire des piquets de grève. Chacun rentre chez soi, désarmé, isolé, livré aux informations mensongères de la télé, de la radio, du journal. C'est par ces voies détournées que la majorité de l'usine apprend que sept ouvriers seront licenciés pour « atteinte à la liberté du travail ».

Soi-disant ils auraient empêché de force des chaînes de fonctionner, privant ainsi leurs camarades de travail.

Quant au lock-out, « la direction y aurait été contrainte par l'action de quelques jeunes irresponsables qui ont désorganisé toute la production ».

C'est le tournant décisif de la grève, la direction réprime et isole les secteurs les plus combattifs, par le lock-out et les calomnies.

La véritable cause du licenciement des sept camarades, c'est une provocation montée de toute pièce par la direction : la maîtrise a engagé une voiture sur une chaîne, alors que personne ne travaillait, des grévistes l'ont repoussée ; des huissiers, prévenus, étaient sur place, pour constater cette infraction

Mensonge également cette imbécillité diffusée par la presse, des 300 gars qui en auraient mis 10.000 autres dans l'impossibilité de travailler :

Des ateliers entiers de plusieurs milliers chacun, ont débrayé dès mardi.

● **Jeudi** passe, et à part un petit meeting, les syndicats n'organisent toujours aucune riposte, ne lancent aucun mot d'ordre, si ce n'est :

— que ceux qui sont renvoyés restent chez eux et écoutent la radio ;
— que les autres discutent entre eux et continuent leur travail ;
— ne nous laissons pas diviser (!!!).

La direction a les mains libres pour organiser la reprise du travail en carrosserie.

● **Vendredi**, on convoque individuellement 1.000 ouvriers qui préparerons les

ateliers. Les « blouses blanches » mangeront à 10 h 30 pour être sur place en force à 14 h 15.

La reprise à 14 h 15 se fait avec un cadre pour trois ouvriers, des caméras de télévision pour surveiller les chaînes, les huissiers. Malgré cela, une courgeuse délégation quitte son travail pour protester. Quant aux syndicats, ils profitent de ce que quelques étudiants distribuent des tracts non signés et lancent un meeting pour mener un grand tapage contre « les gauchistes venus de l'extérieur » et tentent ainsi de détourner le mécontentement des travailleurs contre leur trahison.

La radio et la presse les aident si bien, qu'ils y parviennent en partie.

Voici une grève qui laisse un profond sentiment d'insatisfaction dans l'usine. Mais que nos camarades, en particulier ceux de Carrosserie, ne se découragent pas !

Ce qui s'est passé à Sochaux se passe dans beaucoup d'usines (Renault le Mans, etc...). Cela correspond au fait que les travailleurs veulent lutter, qu'ils ont pour beaucoup compris la trahison des directions syndicales, mais qu'ils ne sont pas suffisamment organisés.

Camarades, tous ensemble, nous apprendrons à nous organiser, à lutter avec justice et finalement, nous vaincrons.

Correspondant H. R.

Quelques petits renseignements sur PEUGEOT

Peugeot, en 1945, était le modeste patron de 5.000 ouvriers. Mais depuis, quel progrès ! Il en compte sans doute plus de 150.000. Il a des usines à Dijon, à Vesoul, à Mulhouse, dans le Nord ! en Argentine ! en Afrique du Sud ! Il est train d'en construire une à Bombay, aux Indes.

A Sochaux même, Peugeot est devenu la pieuvre qui contrôle tous les secteurs, il a en mains de nombreuses petites entreprises à qui il ne donne pas son nom de façon à payer ses ouvriers moins chers que ceux de l'usine centrale. Il possède la plus grande chaîne d'alimentation : les Ravit ; il possède par l'intermédiaire de l'organisme C.R.L. (il en est actionnaire à 85 %) les Foyers de jeunes travailleurs (célèbres par leurs prix chers qui augmentent sans cesse) et les cités ouvrières. Ces cités, dont le prix de construction est amorti depuis longtemps, représentent des milliards de bénéfice net chaque année pour Peugeot. A peine reçus, les salaires des 45.000 ouvriers de Sochaux, Beaulieu Audincourt, etc., repartent dans la caisse patronale.

Oui, le patron Peugeot, en peu de temps, a accumulé une richesse fabuleuse et cela va en grandissant. Celle de l'ouvrier, par contre, ne change pas beaucoup. Quel est ce phénomène ? c'est celui de l'exploitation capitaliste. Le patron, protégé par la loi et l'état, ne remet à l'ouvrier qu'une partie de ce qu'il a produit, il s'approprie le reste, ce sont des bénéfices. Peugeot est un profiteur.

Extrait de « Le Drapeau-Rouge » de Besançon-Sochaux

Une Réponse Claire à MANSHOLT

LES APPARENCES ET LA RÉALITÉ

Les ouvriers et les intellectuels qui regardent du côté du monde paysan en le considérant comme un allié dans leurs luttes contre les monopoles peuvent être trompés par le calme apparent qui semble régner sur les campagnes françaises. Ils peuvent se leurrer sur le degré de mécontentement et les capacités combattives des masses paysannes. Le scélérat plan Mansholt semble être passé comme une lettre à la poste : des organisations syndicales comme le Centre National des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) l'approuve inconditionnellement ; la plus importante (officiellement mais non en réalité) centrale syndicale agricole, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) l'approuve en faisant d'infimes réserves verbales. Le comité de Guéret, qui s'y est opposé, n'a pas encore renoncé avec ses pratiques démagogiques vis-à-vis des petits paysans, se refusant toujours à dénoncer clairement devant les masses paysannes leurs véritables ennemis : les grands monopoles capitalistes. Le M.O.D.E.F., seule organisation agricole capable de faire une opposition tant soit peu sérieuse aux projets des grands monopoles exprimés par le plan du « socialiste » hollandais Mansholt, n'est pas reconnu par le gouvernement français, étant considéré comme « non représentatif ». Et de plus fait de la recherche d'unité au sommet avec les « socialistes » français de même acabit.

Mais, en fait, la réalité est tout autre : le mécontentement gronde, les paysans s'aperçoivent de plus en plus que les organisations qui prétendent les représenter sont purement et simplement vendues au gouvernement. L'information au service exclusif du gouvernement fait tout ce qu'elle peut pour cacher les indices de ce mécontentement croissant. L'ensemble de la presse « objective » aux mains de la grande bourgeoisie présente ces faits comme des actions isolées, comme des actes d'irresponsables et d'enragés. La répression, bien que moins violente, plus insidieuse et sournoise, s'abat également sur le monde paysan.

LES INDICES

Il est évident que ce mécontentement et cette combativité ne peut s'exprimer par l'intermédiaire des organisations syndicales traditionnelles puisqu'elles approuvent le plan Mansholt. Mais il y a des indices, les masses paysan-

nes cherchent confusément les nouvelles formes d'organisation qui leur permettront d'exprimer leur mécontentement et de faire aboutir leurs revendications. Ce sont les COMITÉS DE PAYSANS PAUVRES qui naissent çà et là, seules organisations débarrassées de l'emprise paralysante des syndicats aux mains du gouvernement. Ce sont des actes isolés de mécontentement qui ont lieu un peu partout en France, sans que notre « bonne presse » y prête attention. Comme par exemple ces sacs de pommes de terre déversés devant la perception de Guipavas en Bretagne (photo ci-contre). La moindre discussion, le moindre contact avec les masses paysannes montre un profond malaise, un profond mécontentement, encore confus, encore idéologiquement peu clair, mais qui se précise de plus en plus.

CE QU'ILS EN PENSENT

Courrier des lecteurs - Dans les remous du plan Mansholt, n° du 25-26 janvier 1969 de « Ouest-France » :

« ... Je suis contre le plan Mansholt... j'ai consulté une centaine d'agriculteurs qui sont tous du même avis que moi. » Un agriculteur de la Manche. On se demande alors par quel prodige la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. « représentatifs » de la paysannerie, ont pu se prononcer POUR le plan Mansholt.

« ... Les organisations syndicales agricoles, F.N.S.E.A. et C.N.J.A., ont pris position. Positif avec réserves pour la F.N.S.E.A., positif pour le C.N.J.A. Disons que ces deux syndicats ne représentent qu'un pourcentage du monde agricole et que leurs prises de position ne peuvent engager l'ensemble des paysans français. Je n'appartiens à aucun syndicat, aucun syndicat ne peut donc parler en mon nom et je suis même certain que 80 % des syndicalistes de base de la F.N.S.E.A. ne sont pas d'accord avec la prise de position de leur équipe dirigeante. » Un agriculteur de l'Orne. Tout s'explique...

« ... Si certains jeunes (agriculteurs du C.N.J.A.) se disent pour le plan Mansholt, NOUS SOMMES UNE TRÈS GRANDE MAJORITÉ CONTRE CE PLAN. »

Le C.N.J.A. est une minorité parmi le monde rural, une minorité très agissante car très suivie dans les milieux gouvernementaux pour la simple raison qu'on les manœuvre dans le sens où l'on veut nous conduire... » Un agriculteur de la Mayenne.

« ... Ne pourrait-on pas organiser un référendum pour demander l'avis des exploitants agricoles, car pour moi je ne reconnais pas le droit aux responsables syndicaux de parler au nom des agriculteurs, alors qu'ils ne demandent jamais l'avis de la base et font du syndicalisme sans les syndiqués... » Un agriculteur de Loire-Atlantique.

Ainsi les dirigeants syndicats agricoles peuvent trahir encore pas mal de temps, mais il ne faut pas qu'ils se trompent sur ce que pensent d'eux les paysans. Ils ne les prendront pas toujours impunément pour des idiots. Un jour il y aura des comptes à régler. OUI AU PLAN MANSHOLT ont dit la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. : c'est une monumentale escroquerie, une cynique et monstrueuse trahison envers des milliers de paysans petits et moyens, c'est faire impunément fi du sort de milliers et de milliers de familles laborieuses françaises. Ces sinistres larbins des grands monopoles capitalistes spéculent sur l'isolement des paysans, leurs difficultés à se mobiliser en dehors de leurs organisations syndicales vendues aux monopoles. Ils pensent qu'ils pourront masquer et dévoyer ainsi la juste colère des paysans. Mais ils se trompent : ils contiendront sans doute pendant un certain temps les masses paysannes, mais celles-ci trouveront de nouvelles formes d'organisations, des COMITÉS DE PAYSANS PAUVRES ou autre, les masses paysannes se mettront sous la direction de la classe ouvrière dans un vaste FRONT UNI ANTIMONOPOLISTE

de « Front Uni » n°5

— aux Editions Git-le-Cœur, Paris — 6, rue Git-le-Cœur (6^e)

● LENINE

Citations sur :

1. — Le révisionnisme
2. — L'impérialisme
3. — La guerre et la paix
4. — Le mouvement de libération nationale
5. — La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat
6. — Le parti révolutionnaire de type nouveau

● STALINE

- Histoire du P.C. (b) — fascicules d'éducation politique
- Deux articles sur la Social-Démocratie et le Parti (1901-1905)
- Articles de 1907 à 1912 : le fleuve s'est mis en marche

● P.C.C.

- (Textes de la presse chinoise et déclaration du Parti Communiste Chinois)
- sur la Tempête de Mai
- sur la Crise mondiale de l'impérialisme

● I.C.

- L'Internationale Communiste sur le travail municipal (1930)
- Le P.C.F. devant l'Internationale Communiste (1931)
- Classe contre classe : la question française devant P.I.C. (1929)

● JACQUES JURQUET

- Le printemps révolutionnaire de 1968

abonnement ordinaire : 40 F par an
abonnement de soutien : 80 F par an

Nom
Prénom
Adresse

Boite Postale 134 - Paris - 20^e
C.C.P. 30226-72 LA SOURCE

RENAULT-BILLANCOURT :

LETTRE D'UN TRAVAILLEUR

Je suis ouvrier chez Renault, je suis marxiste-léniniste depuis des années. Je vous écris pour vous dire ma déception à la lecture des premiers numéros de l'Humanité Rouge où plusieurs articles ont intégré les marxistes-léninistes parmi les gauchistes. Je ne suis pas gauchiste. Un ouvrier marxiste-léniniste n'est pas un gauchiste. Bien sûr, il se situe à gauche des révisionnistes qui ont pris le relais de la sociale-démocratie.

Mais quand on dit à un ouvrier : « Je suis gauchiste » pour se démarquer du Parti Communiste, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que ça représente ? Une idéologie à part entière ? Non. Le gauchisme, c'est un courant petit bourgeois. D'ailleurs, vous n'avez qu'à écouter la radio réactionnaire, elle parle tout le temps des gauchistes mais jamais des marxistes-léninistes. Pourquoi ? Parce que le marxisme-léninisme représente l'idéologie du prolétariat et défend ses intérêts de toujours ; le révisionnisme, c'est l'opportunisme de droite qui trahit la classe ouvrière ; le gauchisme c'est l'opportunisme de gauche que rejette la classe ouvrière parce qu'il lui fait courir les pires dangers.

Le capitalisme est dépassé, la classe ouvrière avec son idéologie devient la seule classe capable d'assurer le pouvoir. La bourgeoisie le sent bien, elle a son arme de secours, le fascisme. De plus en plus, l'Etat bourgeois apparaît avec un caractère fasciste, mais il essaiera de l'utiliser à fond, le jour où les révisionnistes, ses principaux alliés s'effondreront. Ainsi est l'avenir : entre les révolutionnaires et le fascisme.

Sommes-nous prêts ? Certes, les ouvriers se démarquent de plus en plus des réformistes, mais de l'autre côté,

c'est la confusion totale perpétrée par les groupes trotskistes et les différents groupes issus des organisations étudiantes qui ont éclaté après mai. Or les ouvriers n'adhèrent que s'ils sentent le sérieux d'une organisation.

L'abandon des principes révolutionnaires du marxisme, même si les révisionnistes s'en défendent pour mieux tromper les ouvriers, a redonné un second souffle aux divers groupes trotskistes qui avaient disparu, pendant la période où le communisme international appliquait les principes staliniens.

Tout cet amalgame d'anti-parti, d'opportunistes de gauche ou de droite maintient la confusion à la grande joie des révisionnistes.

Pour les autres groupes, qu'ils s'appellent « révolutionnaires prolétariens » ou « militants maoïstes » etc. qui bien souvent sont les mêmes, mais changent souvent d'étiquettes, ils relèvent aussi d'un opportunisme dangereux.

Que ce soit « Ligne Rouge » qui se veut « l'unificateur des marxistes-léninistes » et l'éducateur de la classe ouvrière, c'est du pareil au même. Les ouvriers n'ont pas besoin d'éducateurs issus de la bourgeoisie. Leur sens de classe est inné.

Chacun de son côté veut l'unité des marxistes-léninistes, la réclame à cor et à cri, mais en fin de compte, c'est leur unité à eux qu'ils veulent imposer, se proclamant chacun le porte parole du marxisme-léninisme.

En fin de compte, se sont-ils mis réellement sous le contrôle du prolétariat ? Non ! Ils ne sont que des critiqueurs, des phraseurs, sans plus, qui veulent diriger le mouvement ouvrier.

Il n'est pas dit que dans l'avenir, ils ne changent pas encore de « ligne ». L'ex U.-J.-C. (M.-L.) a bien sauté du coq à l'âne à de nombreuses reprises pour s'effondrer en définitive.

Dans cette confusion, beaucoup d'ouvriers ne font pas la différence avec les autres gauchistes, il y a de quoi !

A Billancourt, depuis la grève du Mans, nous avons eu des tracts, en quantité, de tous ces différents groupes, se réclamant de l'idéologie prolétarienne ; s'il fallait les énumérer ça ferait une bonne liste, mais l'important est de dénoncer d'abord les révisionnistes, puis les groupes trotskistes en tant qu'ennemis du communisme. Voici les feuilles qu'ils diffusent : « Le Proletaire » « Lutte Communiste » « Rouge » « Lutte Ouvrière » « A. J. S. ».

Il est certain qu'il y en aura d'autres encore. Ces groupes étant renommés pour leur multiplication.

SUR LE PLAN SYNDICAL

Sur le plan syndical, la déconfiture des organisations syndicales continue.

Bref, on est en plein malaise syndical, la grève des camarades du Mans a encore précipité les choses.

Cette grève déclenchée par les ouvriers des chaînes de montage des trains, le lundi 24 février à 10 heures, ne fut connue à Billancourt que le mercredi midi par tracts dont le contenu laissait les ouvriers dans le brouillard le plus complet tout comme le fait la presse bourgeoise.

Il est certain que les organisations syndicales n'ont pas voulu populariser cette grève, mais devant la détermination des camarades du Mans, il fallait bien prendre les devants, car inévitablement, la continuation de cette grève allait entraîner l'arrêt d'autres chaînes de montage, par manque de matériel.

Le jeudi soir on apprenait par tract, que la direction de la Régie Nationale des Usines Renault avait décidé le lock-out des départements 74 et 12, des milliers d'ouvriers, en majorité O.S. (ouvrier spécialisé) se trouvaient sur le pavé.

Déjà, parmi les ouvriers, un besoin de riposte massif et dur se faisait sentir, face aux provocations et aux menaces de la direction.

Sentant le vent venir, la C.G.T. organisa pour le vendredi 13 h 30 un meeting place Nationale ; on pensait là, pouvoir être informé et passer à l'action, pensez-vous, le meeting ne fut que des attaques contre les « gauchistes » ou les « éléments troubles » de l'intérieur qui veulent entraîner les ouvriers de Billancourt dans l'aventurisme, faisant le jeu de la direction. En réalité il désignait par « gauchistes » les ouvriers les plus conscients et les plus combattifs.

De plus, il paraissait que les conditions n'étaient pas les mêmes qu'en mai-juin, il y a de quoi rire, surtout que la grève de mai-juin, la C.G.T. s'en est fait son éloge, seulement elle n'oublie qu'une chose, c'est que c'est la base qui a déclenché la grève à Billancourt, le bonze Sylvain de la C.G.T., si bargeux contre les ouvriers révolutionnaires, oublie-t-il qu'au mois de mai, au déclenchement de la grève, il avait condamné le mouvement ? La suite on la connaît...

Ce même vendredi à 14 h 30, les outilleurs se rassemblaient pour un meeting à l'O.A.C. ; même bla-bla contre les « les éléments troubles manipulés par la direction, pour que la répression s'abatte contre la C.G.T. », comme au temps où Waldeck Rochet se glorifiait d'avoir sauvé la classe ouvrière d'un bain de sang. Les réformistes de la C.G.T. viennent « d'éviter aux ouvriers de Billancourt le lock-out générale, les ouvriers les glorifient plus tard de leur sang-froid ! » Quels démagogues et menteurs !

Au meeting la C.G.T. proposa d'aller en délégation devant la direction de la machine outil.

C'est à partir de cet endroit, que les incidents éclatèrent, entre la C.G.T.-P.C. et un groupe d'ouvriers qui réclamait la grève avec occupation de de l'usine. Une polémique faillit se terminer en bagarres.

Là encore, comme en juin, des syndiqués C.G.T. déchirèrent leurs cartes, la démobilisation des ouvriers ne fait que continuer.

Les deux groupes se séparèrent, chacun prenant une direction contraire.

Des ouvriers partisans de la grève, furent encore pris à partie par la C.G.T. de retour dans leurs ateliers. Ce ne fut pas tout, un tract sortait le soir même, condamnant les menées de cette « poignée d'agitateurs à la solde de la direction ».

S'il y en a, parmi eux, qui connaissent l'histoire de la C.G.T.U., ils doivent bien savoir que la C.G.T. réformiste de ce temps-là, appliquait les mêmes méthodes.

Le malaise est partout, aussi bien parmi les non syndiqués, qu'à la base des syndiqués C.G.T.

La collaboration des organisations syndicales, avec le patronat et l'Etat patron, les accords qui sont signés sur le dos des travailleurs, tout ce « cinéma » dégoûte, écœure bon nombre d'ouvriers.

Que ce soit au Mans, ou dernièrement à Sochaux chez Peugeot, des groupes d'ouvriers passent de plus en plus outre aux organisations syndicales, se consultant d'eux-mêmes et déclanchant d'eux-mêmes des grèves efficaces.

Mais l'anarcho-syndicalisme réapparaît face au réformisme, au même titre que certains groupes gauchistes face au révisionnisme.

Ce courant, s'il se généralise, peut entraîner la classe ouvrière dans de graves erreurs ; le syndicat révolutionnaire est nécessaire à la classe ouvrière autant que le parti d'avant-garde. Seul le marxisme-léninisme peut apporter la solution.

Qu'on nous abreuve de socialisme à toutes les sauces, suivant le parti politique dont il s'agit, P.C.F., P.S.U. et autres formations sociales-démocrates, cela ne pose plus de graves problèmes, du fait de l'existence même d'un Parti d'avant-garde en France qui se maintient aux principes fondamentaux définis par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tse-toung, seul représentant de l'avant-garde du prolétariat.

Le problème syndical par contre est loin d'être résolu, là encore, on connaît diverses formes de propositions qu'ils s'agissent de tels ou tels groupes.

« Lutte communiste » (trotskiste) a repris le flambeau de mai de l'ex-U.J.C. (M.L.), il faut « adhérer à la C.G.T. et lutter de l'intérieur ». On peut se poser la question : Jusqu'où iront-ils ? Certes avec une ligne opportuniste comme la leur, ils se maintiendront plus longtemps dans les rangs de la C.G.T., que ne l'ont pu les Marxistes-Léninistes, dont la plupart furent exclus pour leur fermeté sur les principes de classe.

Les syndicats actuels sont partieprenante de la route capitaliste. Ils s'y sont intégrés, et le resteront, ils sont devenus les meilleurs défenseurs des intérêts économiques de la bourgeoisie. La meilleure preuve : pourquoi la grève du Mans, fût isolée, laissée à la merci des menaces et des pressions de la direction, sans soutiens efficaces, pas même financier ? La raison en est qu'ils redoutent ce genre d'action, les grèves illimitées dépassent le cadre de la légalité convenue. De plus dans le malaise social que l'on connaît à l'heure actuelle, une généralisation de grèves d'un tel ordre pourrait tourner, « en cas de provocation de l'Etat bourgeois », en grèves insurrectionnelles. De ça, on n'en veut point, le pouvoir politique se prend... « les bulletins de vote à la main ! ».

L'Etat bourgeois, interviendra effranchement le jour où ses principaux alliés, en l'occurrence la C.G.T. et le P.C. s'effondreront, mais n'étant pas dupe, celui-ci se prépare déjà activement.

Certes le réformisme garde une influence sur la classe ouvrière, qu'on ne saurait sous-estimer. Quelques grèves nationales de temps en temps, des grèves de quelques heures de ci, de-là dans différentes usines, quelques manifestations autorisées par l'Etat, pour « défouler » la colère des ouvriers, on peut affirmer que les violons des syndicats sont bien accordés avec ceux de l'Etat.

Mais voilà que ça change, de plus en plus, des ouvriers contestent leurs propres organisations.

Pour les tromper au maximum, les syndicats et surtout la C.G.T., passent aux menaces, aux pressions, au chantage, on dénonce ces ouvriers

(suite ci-contre)

Renault-Cléon - bataille contre la récupération de la grève du 11

Lors de la grève du mardi 12 mars, la direction, prétextant le manque d'électricité avait institué un lock-out de fait, et avait ainsi fait savoir que la journée serait récupérée le samedi.

Samedi matin, lorsque les travailleurs sont arrivés à 5 heures, toutes les portes étaient grandes ouvertes, maintenues par des chaînes cadenacées.

Un groupe important de militants se sont mis à la recherche de coupe-boulon, qui ont été introuvables.

A 5 H 30, tirant sur les portes par groupe de trente environ, ils réussissaient ainsi à faire sauter le verrouillage et à fermer les portes en les cadenassant de nouveau avec des chaînes qu'ils avaient apportées.

C'est à ce moment qu'apparut le C.O.R. et le syndicat Autonome qui ont ouvertement provoqué les travailleurs. Des bagarres ont eu lieu, assez dures, pendant lesquelles les responsables qui ont lancé leur inévitable appel au « calme » et à la « dignité » alors que l'on ripostait comme il se doit à ces provocations de type fasciste.

La direction de la Régie a alors fait ouvrir les portes annexes (P 2, et P 3), sans même que la C.G.T. participe à l'implantation de piquets de grève à ces portes annexes.

A 7 H 25, le C.D.R. a fait sauter les chaînes à coups de coupe-boulons (où les avaient-ils trouvés ?) par surprise, à la faveur de nouvelles bagarres qu'ils avaient provoquées. Les cadres et les non-grévistes se sont alors précipités pour entrer dans l'usine, et, surprise ! il n'y eut que des militants de la C.F.D.T. et même de F.O. pour s'opposer à cette entrée.

La direction a alors fait intervenir un huissier qui a pris l'identité de certains militants qui avaient, soi-disant, commis des « déprédations ». Aucune protestation de la part des directions syndicales.

Les travailleurs ont alors manifesté leur intention de défilé à l'intérieur de l'usine mais la direction de la C.G.T. s'y est opposée, provoquant l'écœurement même de ses militants, dont un grand nombre sont alors retournés chez eux, sans même attendre le meeting.

La rentrée en masse des opposants à la grève a alors pu se produire en toute tranquillité (30 % environ de non-grévistes, le matin).

Le meeting a eu lieu vers 8 h 15 avec le bla-bla-bla habituel, traditionnel et traditionnellement peu écouté.

On peut comprendre ainsi la faible participation à la grève de l'après-midi, bien qu'une partie des cadres ait fait la grève le matin même, ce qui était une situation assez exceptionnelle.

Les leçons que nous pouvons tirer de cette action : le manque de coordination entre les différents militants qui avaient la ferme intention de ne pas se laisser « avoir » encore une fois, et qui auraient pu faire facilement échec à la ligne de la C.G.T. en particulier, qui sous prétexte d'éviter tout incident, tout mouvement trop dur, a abouti objectivement à un sabotage de cette action.

Encore une fois nous avons compris que sans un minimum d'organisation chez les militants conscients que les appareils syndicaux ne sont pas décidés à vraiment mener leur lutte jusqu'au bout, il ne serait pas possible de s'opposer de manière efficace à cette ligne capitalarde. Même lorsqu'au cours d'une action, la majorité des travailleurs se rend compte qu'on les trompe, ils ne peuvent pas imposer leurs propres idées par manque d'une organisation préalable : ce fut l'une des grandes leçons du mois de mai.

C'est aussi la thèse léniniste selon laquelle on ne fait pas la révolution sans organisation révolutionnaire.

Organisons-nous ! Recherchons les meilleures formes d'unité à la base, en particulier les comités d'atelier !

LA LUTTE DES OUVRIERS DE L'IMPRIMERIE DEBERNY-PEIGNOT

- 3 semaines de lutte -

"Un pacte de Munich"

Pendant plus de trois semaines nous avons posé notre revendication :

- 40 centimes de l'heure pour les typos de l'équipe de jour et de nuit.
- Le droit de pouvoir apprendre le métier de lumitype, car à la Fonderie Deberny et Peignot, il y a un service « lumitype » qui est important.

Pendant ces trois semaines, nous demandons que le patron nous reçoive, mais il ne daigne même pas le faire.

Aussi, au bout de ces trois semaines, nous décidons de nous mettre en grève pour les revendications. Mais, les délégués C.G.T. influencés par les révisionnistes de la Chambre typographique parisienne, bd Blanqui, commettent l'erreur de faire 1 heure de grève par jour pendant la première semaine pour avoir le droit d'être reçus par le patron. Ceci, au lieu de faire une grève dure, directement, pour l'aboutissement de nos revendications. Au bout d'une semaine de cette grève d'une heure par jour, le patron nous reçoit, mais pour nous dire qu'il rejette nos revendications.

Dans le même temps, il embauche 8 typographes en prévision de l'intensification de la grève.

La deuxième semaine, nous intensifions notre mouvement et nous décidons la grève partielle, nous ne remplissons pas nos temps sur les dossiers de travail, pour désorganiser la comptabilité ; de plus, les heures où nous travaillons, nous ne faisons pratiquement rien : à partir de maintenant la grève est efficace.

D'autre part, les 8 typos sont vite d'accord avec nous : il s'agit des huit typos que le patron a embauché, dans l'espoir de briser notre mouvement de grève. Mais nous avons conscience que les traitres révisionnistes de la C.G.T. sont contre nous.

En Mai dernier, ils nous avaient fait reprendre le travail contre notre gré. Et depuis le début de notre grève, nous avons popularisé notre lutte par voie de tracts, en prédisant l'extension de la grève à d'autres secteurs de l'usine, et notamment au service lumitype. Aussi 4 jours après, la C.G.T. au lieu de nous soutenir, fait éditer un tract dans lequel elle condamne les personnes étrangères qui distribuent des tracts à la sortie de l'usine. En réalité, ces personnes étrangères sont les amis des travailleurs, nos amis, il s'agit du Comité d'Action 14^e et de tous les militants au service de la classe ouvrière.

Au bout de quelques jours de grève, partielle, le patron licencie les huit typos qu'il avait embauché et qui avaient été partie prenante de notre mouvement.

Les traitres révisionnistes nous disent d'arrêter notre mouvement pour que les discussions avec le patron se passent dans un meilleur climat. Pourtant, il y a huit licenciés ! nous sommes en mauvaise position pour négocier les revendications. Les négociations passent, les 8 typos seront repris à condition qu'il y ait du travail ; quant à nos 40 centimes, pas question ; quant au droit d'apprendre la lumitype, une vague promesse.

TOUT CECI A CONDITION QUE NOUS REPRENIONS LE TRAVAIL ! QUELLE TRAHISON !

La troisième semaine, la grève commence, nous allons à la chambre typo clamer notre colère contre cet accord de trahison. Les gars de la Chambre typo nous disent : « Il faut céder, le patron n'a pas d'argent, c'est vrai » !!!

Devant tant de trahison nous sommes écoeurés. Nous faisons une réunion. Nous votons la grève totale avec piquets de grève, mais nous ne sommes qu'un tout petit peu plus pour la grève totale : sur 60 typos, nous sommes seulement 32 pour.

Nous risquons de nous DIVISER. Nous expliquons aux autres camarades le danger que cela représente que nous ne fassions pas une grève plus dure. Mais la trahison du syndicat ne nous facilite pas les choses ; la légalité, la légalité, il n'y a que cela qui compte ! Et les 28 autres camarades suivent cette légalité. Tant pis, nous décidons de nous plier à cette légalité PROVISOIEMENT, nous voulons démontrer qu'elle ne sert à rien, car ce qui compte, c'est le RAPPORT DE FORCE entre les travailleurs et le patron.

Ce qui devait arriver, arriva. Le patron décide de nous licencier : les huit typos qu'il avait soit-disant réintégrés, plus 13 typos, dont un délégué, notre délégué. Les 13 typos sont des jeunes qui ont combattu en Mai.

Nouvelle trahison de la C.G.T. L'affaire ira en conciliation. TOUJOURS CETTE LEGALITE. Cette légalité qui est la légalité bourgeoise, c'est-à-dire en faveur du patron. La conciliation échoue. Bien sûr ! Toute l'usine comprend ! Les délégués aussi ! Car ils sont bons dans leur grande majorité, ils ne sont pas pareils que les autres de la Chambre Typo. Ainsi, après la conciliation, les délégués et les travailleurs de D.P. se mettent en grève générale.

Nouvelle conciliation. Les 13 typos seront repris, les 8 derniers embauchés sont dehors, pas d'augmentation (voir ci-contre).

Ces pourritures révisionnistes sont contre nous, mais grâce à notre lutte, le patron, et eux aussi, ont dû reculer.

Nous continuons la lutte !

A BAS LE PATRON !

A BAS LES REVISIONNISTES !

VIVENT LES TRAVAILLEURS !

Lettre d'un travailleur - suite

comme « des agents de la bourgeoisie », comme des provocateurs, la puissante C.G.T. crie, elle n'en démontre pas moins sa faiblesse.

Si le besoin d'un syndicat, non bureaucraté, se fait sentir, il serait faux de vouloir de « parachuter » d'emblée. La conscience des ouvriers en est-elle là ? Non, à Billancourt nous n'en sommes pas encore à ce stade et certainement ailleurs en est-il de même ?

LE COMITE DE BASE

Pour pallier à cela, il existe une forme d'organisation qui voit le jour à l'heure actuelle, un peu partout en France dans les usines, ce sont les comités de Base. Il ne s'agit pas là, de gonfler leur influence qui demeure faible, mais de comprendre la portée qu'ils peuvent avoir dans l'avenir.

La généralisation des Comités de Base, leurs renforcements continus, puis leur centralisation, par un orga-

nisme supérieur, amènera un courant nouveau fort, posant à terme la question de la formation d'une Centrale Syndicale Rouge.

Les Comités de Base existent face aux provocations, aux menaces, aux trahisons dont ils sont l'objet de la part des réformistes, on ne peut exiger d'eux de pouvoir mener la lutte de partout, là où ils sont.

Dès aujourd'hui, dans certain cas, ils le peuvent, d'autres non, suivant les particularités bien précises concernant le rapport des forces dans les usines, l'influence des syndicats réformistes, leurs implantations etc.

Ils n'en demeurent pas moins qu'ils sont les premiers organismes nécessaires, pour édifier notre outil de classe nouveau, instrument forgé par les ouvriers eux-mêmes, qui sortira triomphant de toutes les difficultés énormes présentes, qui balayera à lui seul des années et des années de trahison, le véritable syndicat prolétarien de lutte de classe.

Alors que toute l'usine D.P. était en grève générale pour la réintégration des vingt ouvriers licenciés, les traitres révisionnistes du syndicat C.G.T., signaient l'accord de réintégration, mais au prix d'une VERITABLE TRAHISON.

Voyons cet accord point par point :

1) sur les vingt licenciés, douze seulement seront réintégrés. Rappelons que les huit qui ne le seront pas, sont les camarades qui avaient été embauchés durant la grève ; la Direction voulant s'en servir comme briseurs de grève. Mais ces huit camarades furent tout de suite partie prenante de notre mouvement. C'est ainsi, alors que la Direction n'a pas hésité à les licencier que :

2) on peut voir que les révisionnistes de la C.G.T. se moquent de ces camarades,

3) - dans les circonstances économiques actuelles de l'entreprise, la Direction ne peut répondre favorablement à l'augmentation des salaires présentée par l'équipe composition ».

Les bandits révisionnistes reconnaissent donc comme vraie que le patron a des difficultés d'argent

et qu'il ne peut nous augmenter. Ils tiennent le même langage que notre patron. D'ailleurs le patron nous avait dit à la cantine : je n'ai pas d'argent. Et le syndicat à la chambre typo nous avait dit : c'est vrai, il n'a pas d'argent !

4) dans le but de diviser les camarades de jour et ceux de nuit, 100 F sont attribués à l'équipe de nuit.

5) - Malgré la baisse de travail consécutive aux perturbations, la Direction consent à fixer l'horaire hebdomadaire à 40 heures, et ce, pour une durée de deux semaines ».

Comme on peut voir, les traitres révisionnistes reconnaissent que à cause de notre grève, il y a eu baisse de travail, ils reconnaissent que la Direction est pleine de « bonté » pour nous, car malgré cela nous pourrions faire 40 heures, pendant 15 jours.

Quel coup de poignard dans le dos des camarades !

A l'issue de ces deux semaines, la Direction et les représentants de l'entreprise examineront la situation du travail dans le secteur de la composition, conformément à l'article 328 de la Convention Collective.

Celui-ci autorise le licenciement en cas de baisse de travail.

Comme on peut voir, le patron pourra en cas de besoin avoir la possibilité de licencier les 13 typos. Il pourra baisser le travail, puis après commencer à licencier, comme les 13 typos sont les moins anciens, ils seront les premiers frappés.

Quant à la valeur professionnelle, on peut voir tout de suite avec quel arbitraire elle peut être appliquée, surtout pour les idées politiques que pourraient avoir les camarades et qui ne plaisent pas à la Direction.

6) Par ailleurs, l'organisation syndicale et les délégués du personnel « prennent acte du désir d'apaisement de la Direction », et garantissent qu'ils feront preuve de la plus extrême vigilance pour que dorénavant, l'article 5 de la C.C. soit respecté. L'article 5 c'est le droit de grève, tel que l'exprime la Constitution, c'est-à-dire épuiser toutes les formes légales et toutes les conciliations en cas de revendications.

C'EST LA PLUS GRANDE TRAHISON QU'IL SOIT. Nous ne pourrions plus nous mettre en grève spontanément, si nous faisons grève surprise, elle sera condamnée par le syndicat. Le syndicat jouera le rôle de « flic ». Les dirigeants révisionnistes garantiront devant la Direction qu'ils feront preuve de la plus extrême vigilance — pour l'article 5.

A chaque revendication il se passera maintenant trois mois et encore ! Cela laissera tout le temps au patron de manœuvrer en cas de revendications.

7) Ils s'engagent également à ce que les conditions de travail reviennent normalement au sein de l'atelier composition.

C'est-à-dire que même si ce « procès verbal » ne plait pas aux ouvriers, les dirigeants syndicaux s'engagent à ce que nous reprenions le travail.

VOILA CAMARADES, CE QU'EST DEVENUE LA C.G.T. ! maintenant qu'elle a sombré dans la trahison révisionniste : UN APPAREIL D'AGRESSION CONTRE LES OUVRIERS, UN APPAREIL AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE.

L'ACCORD C.G.T.-PATRON

« La Direction des Etablissements Deberny-Peignot, les représentants de l'organisation syndicale et les délégués du personnel réunis le vendredi 28 février 1969, ont recherché les moyens de mettre fin au conflit survenu dans l'entreprise.

Dans un souci de sauvegarde de l'intérêt général, et à la condition expresse d'une reprise du travail, la Direction décide :

- de mettre fin à la procédure de licenciement entamée à l'égard d'un délégué ;
- d'annuler les licenciements prévus pour douze typos.

Dans les circonstances économiques actuelles de l'entreprise, la Direction ne peut répondre favorablement à l'augmentation des salaires présentée par l'équipe composition.

Toutefois, pour l'équipe de nuit, une prime mensuelle de 100 frs est attribuée, en considération du travail particulier.

Malgré la baisse de travail consécutive aux perturbations, la Direction consent à fixer l'horaire hebdomadaire à 40 heures, et ce, pour une durée de deux semaines.

A l'issue de ces deux semaines, la Direction et les représentants de l'entreprise examineront la situation du travail dans le secteur de la composition, conformément à l'article 328 de la Convention collective.

Par ailleurs, l'organisation syndicale et les délégués du personnel, prenant acte du désir d'apaisement de la Direction, garantissent qu'ils feront preuve de la plus extrême vigilance pour que, dorénavant, l'article 5 de la Convention collective soit respecté.

Ils s'engagent également à ce que les conditions de travail reviennent normalement au sein de l'atelier de composition. »

AMIENS :

L'U.D.C.G.T.

auxiliaire
indispensable
du patron

Dans le n° 4 de « l'Humanité Rouge », nous parlions de la grève déclenchée à la C.E.M.A., à la suite d'une augmentation brutale des cadences. Nous soulignons la combativité des travailleurs (bloquage de la direction dans les bureaux, manifestation dans les quartiers ouvriers) et l'attitude de collaboration de l'U.D.C.G.T. réclamant avant tout « le dégel » (!) de la discussion.

L'attitude de Daniel Lemaire, secrétaire de l'U.D.C.G.T., lors de la discussion avec le patronat confirmait notre analyse et permettait la reprise du travail, le 5 mars dans l'après-midi, sans dommage pour le patronat.

« Nous sommes réunis, ici, déclare-t-il devant le patron, pour conclure un accord, car la direction, comme les travailleurs ont intérêt à la reprise du travail ; cet accord doit tenir compte du mécontentement accumulé pour n'avoir pas pris au sérieux les revendications déposées par les délégués. »

En effet, parler d'intérêt commun ouvrier-patron, c'est en fait défendre le patronat et poignarder dans le dos les ouvriers.

Pour éviter « l'accumulation du mécontentement » (à coup sûr une mauvaise chose pour le patron et Lemaire car alors la base pourrait se révolter) un accord a été conclu sur des précisions (!!!) données par la direction.

Parmi ses précisions (!!!) auxquelles Lemaire a donné son accord, il y en a une particulièrement scandaleuse. Celle qui est contenue dans le point 4 de l'accord portant sur les cadences.

En effet, Lemaire, reprenant en cela la ligne de la direction confédérale dans le fameux accord sur l'emploi, qui reconnaît officiellement la nécessité des licenciements et déclassés, reconnaît officiellement la nécessité d'accélérer les cadences.

« Le travail sur chaîne sera repris à la

cadence ancienne de 466 machines. Avant la mise en place du nouveau système une étude sera faite avec consultation du personnel, puis soumise dans sa phase finale (!) à l'examen par les délégués du personnel ». — Point 4 de l'accord signé.

La signature de ce point 4 est de la collaboration de classe pure et simple, il est entièrement à l'avantage du patron.

Tout d'abord, on revient aux cadences antérieures pour désamorcer « le mécontentement accumulé », puis on augmentera les cadences « de façon souple » et avec l'accord du personnel !

Cela revient à assaisonner la sauce avec laquelle on va être mangé. Les syndicats de type américain ou patronal n'auraient pas fait mieux. Comme le dit Lénine, « si l'opportunisme n'existait pas, la bourgeoisie devrait l'inventer ».

Mais le patron et son complice Lemaire (qui s'en foutent des cadences puisqu'ils sont tous les deux de l'autre côté, derrière un bureau, protégés des travailleurs par des antichambres où travaillent leurs secrétaires particuliers !) ne réussiront pas toujours leurs mauvais coups.

La combativité des travailleurs, de la C.E.M.A. demeure intacte, comme l'a montré leur attitude lors de la manifestation du 11 mars, où ils commençaient à demander des comptes aux bonzes de la C.G.T.

Plus la lutte s'accroît, plus la direction de la C.G.T. sera utile au patronat et à l'état des monopoles, mais aussi, plus elle se démasquera aux yeux des travailleurs comme agent de la contre-révolution essayant de freiner les travailleurs et de les promener sur des voies de garage dans « l'ordre et la dignité ».

Travailleurs, nous devons hâter le processus révolutionnaire pour la destruction de l'état des monopoles en nous regroupant à la base dans le conseil ouvrier d'Amiens.

Correspondant H. R. d'Amiens.

A bas la réforme de style fasciste

Suite de l'éditorial

Certes, il ne s'agit pas d'entretenir l'illusion que la réforme rejetée, il en sera fini du fascisme, et fini du gaullisme, fini des monopoles ! Même si de Gaulle a maintenant choisi de faire du referendum une question personnelle, qui croira à son départ en cas de défaite ? Quand la bourgeoisie tient le pouvoir, elle ne le lâche que contrainte et forcée par de tout autres pressions qu'électorales ; et lui-même a assez souvent répété qu'il ne s'en irait pas, à une seule exception près, en mai dernier quand il mit en jeu sa présence à l'Elysée sur cet autre referendum qu'il entendait organiser sur la participation et que la pression des masses dans la rue et dans leurs usines occupées le contraignit à mettre au rancard.

En sens inverse, l'histoire nous lègue d'autres exemples de plébiscite d'où le souverain sortit victorieux à une écrasante majorité pour se retrouver sur le pavé quelques mois plus tard sous la pression, justement, des masses populaires : le cas de Napoléon III, encore, en 1870, est dans toutes les mémoires...

Qu'on ne s'y trompe donc pas : l'avenir politique de la France ne se jouera pas, de façon décisive, le jour du referendum. Il n'en reste pas moins qu'il est nécessaire de mener cette nouvelle bataille contre le fascisme. *Stratégiquement, c'est d'autre façon qu'il sera vaincu. Tactiquement, l'analyse de la situation commande de s'opposer résolument à la réforme. Les marxistes-léninistes déterminent leur action en tenant compte du mouvement des masses à un moment donné et du rapport général des forces qui en dépend.* En mai dernier, le niveau atteint par le mouvement des masses en lutte par millions sur les lieux même du travail, paralysant l'activité économique du pays, permit de faire échec au projet de referendum sur la participation. Il est indéniable qu'aujourd'hui même, il n'est pas à la portée des masses d'empêcher le prochain referendum. Il est par contre à leur portée de lui faire échec. Nous avons appris de Lénine comment, en certains cas, utiliser les armes que la bourgeoisie, dans les limites étroites de sa propre légalité, laisse à la disposition du peuple. Nous voici devant le cas même où le léninisme nous autorise à user de ces armes, tout en sachant combien leur portée est limitée. Le refus marxiste-léniniste, en juin dernier, de se laisser prendre au piège des élections législatives rendues inévitables par la trahison révisionniste devant le pouvoir des monopoles qui avait soigneusement choisi son terrain, était le refus de toute illusion parlementariste, le refus de se battre sur le terrain choisi par l'ennemi sûr de sauver ainsi son régime.

Aujourd'hui, les travailleurs, les masses populaires et jusqu'à certaines couches de la petite et moyenne bourgeoisie qui votèrent gaulliste par peur en juin 1968 et qui sont en voie de se reprendre, victimes qu'elles sont à leur tour de l'oppression économique du pouvoir, tous ont de ce pouvoir une année de plus d'expérience. *Leur contradiction avec les monopoles s'accuse et le réflexe politique anti-gaulliste s'exprime de plus en plus concrètement* (fermeture quasi-unanime des magasins le 5 mars, manifestations ouvrières du 11 mars, grèves multiples dont celle des cheminots du Sud-Ouest est particulièrement exemplaire, etc.). Les marxistes-léninistes connaissent bien les dangers qu'il y a à se trouver soit en arrière des masses, soit trop de pas en avant d'elles. Qu'il s'agisse en particulier de la réforme agraire de la socialisation de l'économie, du front uni, etc., l'étude des œuvres du camarade Mao Tsé-toung nous est à cet égard singulièrement précieuse. A chaque étape correspond sa forme de lutte. Les marxistes-léninistes, de surcroît, ne se présentent jamais en contestataires respectueux, ne se laissent jamais emprisonner dans les jeux élec-

Congrès du S.N.E.S.-Sup. :

En prenant la direction du S.N.E.S.-S.U.P.,

les révisionnistes tentent de saboter la lutte des intellectuels progressistes

Depuis MAI, le mouvement étudiant révolutionnaire donne des cauchemars aux révisionnistes, qui ont décidé de jeter toutes leurs forces dans la balance « pour que cela ne recommence pas ». Ce que les révisionnistes craignent particulièrement, c'est l'influence qu'a le mouvement étudiant révolutionnaire dans la classe ouvrière quand il remet à l'honneur le grand principe marxiste : « On a raison de se révolter ».

Leur plan de bataille contre le mouvement étudiant consiste d'une part à tenter de le ronger de l'intérieur, par la création des comités « UNEF pour son renouveau », d'autre part à l'isoler. C'est pourquoi ils se sont lancés avec le plus grand soin à la conquête de la direction du syndicat des enseignants de l'enseignement supérieur, le SNE Sup., qui, depuis le début du mouvement de Mai, n'avait cessé d'apporter son soutien au mouvement étudiant révolutionnaire : participation aux grandes manifestations de Mai et aux barricades, occupation de la Sorbonne en Février 1969 pour protester contre l'exclusion de 34 étudiants, déclarations publiques de ses secrétaires généraux successifs GEISMAR et HERZBERG, etc...

Au congrès des 14, 15, et 16 mars, les révisionnistes ont réussi de justesse à remporter la majorité. Pourquoi ? **La tactique révisionniste : s'appuyer sur les idées réactionnaires pour combattre les idées révolutionnaires.**

L'attitude des révisionnistes envers les intellectuels est l'application de leur ligne générale de « front uni pour une démocratie avancée » qui s'oppose à la ligne de « front uni pour la révolution ».

En effet, la culture et le savoir transmis par l'Université ne sont pas neutres, mais sont au contraire une culture et un savoir bourgeois, destinés à servir la bourgeoisie. Si les intellectuels veulent servir le peuple et non les exploités, il leur faut se fonder aux masses pour élaborer avec elles une nouvelle culture et un nouveau savoir qui servent les intérêts du peuple.

C'est dans cet esprit qu'ils considèrent que dans les circonstances actuelles ce serait une erreur de ne pas utiliser le referendum dans le cadre de la lutte contre le processus de fascisation du régime dont les contradictions internes ne pourront encore que s'aiguïser à la faveur d'une défaite, on le voit bien à suivre l'évolution des uns et des autres : les uns pour qui le referendum est une grande bataille politique engageant l'avenir même du gaullisme, les autres, prudents, cherchant à minimiser les conséquences d'un échec qu'ils redoutent et par là même la portée des réformes ; à entendre Giscard d'Estaing, à le voir engager le fer avec Jeanneney, désavoué par certains des siens, approuvé par d'autres, sans compter la voix des C.D.R. qui s'élève avec plus de force, leurs nouvelles attaques contre Edgar Faure, et la lutte sourde que se livrent les dauphins éventuels, les Pompidou, Couve et autres Debré...

Non ! Nous ne laisserons pas ouvrir la voie au fascisme !

(1) On peut opposer à cette prétendue « régionalisation » la conception qu'eurent de ce problème les Communistes. On peut lire dans le *Journal officiel de la Commune* en date du 1^{er} avril 1871 :

« La révolution du 18 mars n'a pas eu pour objectif unique d'assurer à Paris une représentation communale élue, mais soumise à la tutelle despotique d'un pouvoir national fortement centralisé. C'est pour conquérir et assurer l'indépendance à toutes les communes de France, et aussi à tous les groupes supérieurs, départements ou provinces, reliés entre eux pour leurs intérêts généraux, par un pacte vraiment national ; c'est pour garantir et perpétuer la République... »

Ce sont des idées qu'ont commencé à comprendre un certain nombre d'intellectuels, comme ces cadres qui, en Mai, ont fait grève avec les ouvriers, et comme les étudiants des barricades.

S'il a fallu lancer les C.R.S. à l'assaut des facultés, c'est que l'autorité morale de la bourgeoisie n'était plus suffisante pour que « les étudiants étudient et que les enseignants enseignent », c'est que la rupture entre les « connaissances distillées par l'université et la vie était devenue trop manifeste pour que les autorités universitaires bourgeoises puissent faire avaler aux étudiants ces prétendues connaissances. La division travail intellectuel / travail manuel, ou encore la coupure entre le savoir et la pratique, étaient devenues assez insupportables pour que la révolte éclate.

Cette révolte profondément juste n'est pas morte, elle, avec les élections de Juin. Quand les étudiants refusent d'avaler n'importe quel cours, quand ils refusent d'être des bêtes à examens pour, en fin de compte, avoir leur petite place de cadres bourgeois, quand ils introduisent la politique à l'université, ils ont raison, ils vont dans le sens du socialisme.

Mais les enseignants, par leur place dans le système, sont beaucoup plus hésitants et oscillent entre le soutien et la condamnation du mouvement étudiant.

Les révisionnistes, eux, prennent la défense de ce que le mouvement révolutionnaire étudiant attaque. Ils défendent la culture bourgeoise qui, selon eux, « appartient à la nation et à l'humanité tout entière » ; ils défendent la hiérarchie universitaire « nécessaire pour éviter le désordre » ; ils défendent la loi Edgar Faure, tentative gouvernementale pour entraîner étudiants et enseignants à gérer l'université bourgeoise au lieu de faire la révolution pour la détruire ; enfin ils flattent démagogiquement les intellectuels en leur promettant que si le P.-C.-F. arrive au pouvoir, leurs privilèges seront maintenus.

La politique révisionniste a rencontré ainsi dans le congrès l'approbation de tous les éléments conservateurs ou de tous ceux qui, effrayés, hésitent à se lancer dans une voie révolutionnaire. C'est donc en scellant alliance avec les réactionnaires que le P.-C.-F. n'a remporté qu'une majorité relative (48 %) au congrès.

Face aux révisionnistes, quelles sont les tâches des révolutionnaires ?

Le principal point faible des progressistes du SNE Sup. depuis Mai, et qui a servi les révisionnistes au congrès, a été leur manque d'unification. Ils ont laissé le bureau national dirigé par HERZBERG suivre une ligne hésitante reflétant le découragement de certains intellectuels dans la période de relative accalmie de la fin 1968.

Avec la remontée actuelle des luttes populaires, les tâches des révolutionnaires devront être avant tout de développer l'unité intellectuels — ouvriers pour que la classe ouvrière puisse jouer le rôle dirigeant dans la révolution et entraîner les hésitants derrière elle.

De toutes façons, l'ancienne majorité du SNE Sup. n'attendra pas d'avoir repris la direction du syndicat pour s'organiser, développer les fractions qu'elle jugera nécessaires et collaborer avec le mouvement révolutionnaire étudiant. Comme a dit F. KAHN, membre de l'ancien Bureau National, à la tribune du congrès, en s'adressant aux révisionnistes : « Vous avez refusé dans le passé d'accomplir les actions que nous avons proposées ; désormais nous accomplirons les actions que vous ne proposerez pas ».

Un militant m.l. du SNE Sup.

hôpital psychiatrique de Villejuif :

Exploitation capitaliste et psychiatrie « libres »

Dans les services dits « libres » de l'hôpital psychiatrique de Villejuif se trouvent de nombreuses femmes victimes de dépressions nerveuses. Qui sont ces femmes ? Des travailleuses pour la plupart, des mères de famille nombreuses, des vendeuses de grands magasins, des secrétaires, etc... En dehors des dépressions nerveuses dues à des chocs émotionnels ou à des déceptions sentimentales, l'origine essentielle de la dépression réside dans le surmenage domestique ou professionnel. De nombreuses travailleuses sont victimes de l'exploitation forcée imposée par leurs patrons. Il y a même des secrétaires de P.D.G. ou des « premières mains » de grands couturiers qui sont exténuées par des semaines de plus de 70 h. On peut déjà faire cette remarque générale : l'augmentation du nombre de personnes victimes de défaillances nerveuses ou mentales est due au système capitaliste qui détruit la santé physique et morale des travailleurs. Si les thérapeutiques nouvelles permettent des guérisons ou des améliorations de la santé, il est fallacieux d'en attendre de grands résultats. Tant que l'oppression destructrice du capitalisme ne sera pas balayée, les hôpitaux psychiatriques seront pleins à craquer.

Les services psychiatriques « libres »

sont organisés de façon militaire : lever à 6 h. Les infirmières font irruption dans les dortoirs et commencent à faire des piqûres de drogues qui abrutissent les malades, et puis finissent par une prise de sang, après les prises de tension et de température. Ces prises de sang servent à s'assurer que les drogues ne détruisent pas trop les globules rouges ! Après la toilette (il n'y a qu'une seule douche pour tout le monde !) c'est l'heure de l'appel pour la distribution des médicaments. Ensuite des volontaires sont désignées d'office pour nettoyer les lavabos, les chiottes, les couloirs et les dortoirs. 8 h : un jus et des tartines rassies.

Ensuite, interdiction de retourner au docteur même si les drogues donnent envie de sommeiller. Jusqu'à midi les malades doivent se rendre à la « salle de travail » où il leur est fortement conseillé pour ne pas dire ordonné, de travailler, à quoi ? Coller des étiquettes et des timbres sur des paquets de Phosphatine Fallières puis les mettre dans des sacs postaux, ou bien visser des boulons pour des petites pièces de mécanique ou encore préparer des bigoudis. Bien entendu les malades ne sont pas rémunérés, ce qui assure de plus gros profits à la Phosphatine. Cer-

taines malades qui sont là depuis cinq ans et plus (on ne ressort pas toujours des Services libres) reçoivent parfois 100 F pour un mois de travail.

Cette salle est un véritable enfer car les malades sont soumises à une promiscuité néfaste. Certaines femmes présentent des troubles mentaux graves et se trouvent avec d'autres qui sont seulement déprimées. Il y a beaucoup de bruits : une radio qui hurle, un électrophone qui en fait de même, deux machines à écrire qui sont utilisées par des dactylos qui ne veulent pas perdre la main, bref l'atmosphère est déplorable. Si les malades se plaignent on leur répond qu'elles ne sont pas là pour se REPOSER mais pour SUBIR UN TRAITEMENT ! Midi : repas infect. Nouvelles corvées de nettoyages après le repas ; distribution de médicaments et sieste jusqu'à 14 h avec l'interdiction de dormir. 14 h à 16 h : nouvelle séance en salle de travail. 16 h à 17 h : il est autorisé d'aller enfin prendre l'air dans les cours de l'hôpital. Des petits achats peuvent être faits dans une épicerie spéciale où tout est vendu DEUX FOIS PLUS CHER QU'AILLEURS. 17 h à 19 h : température. 19 h : repas et corvées. 21 h : dernier appel pour les médicaments et

extinction des feux. La nuit toutes les heures des lampes sont braquées sur les visages des malades, ce qui a pour effet de les réveiller à chaque fois, quand ce n'est pas les cafards qui les réveillent. prises de médicaments qu'on expérimente sur elles (R D 1403 pas vendu en pharmacie), de régime alimentaire infect et de tracasseries diverses, les pauvres femmes rentrent épuisées chez elles. Au bout de peu de temps certaines hont des rechutes et retournent à l'hôpital ou on les assume un peu plus chaque fois jusqu'à temps qu'elles deviennent complètement abruties.

Jamais une seule fois on ne se préoccupe de donner au malade du repos et du sommeil dans une atmosphère calme et détendue. Ce qui compte pour la médecine bourgeoise, c'est gaver les malades de drogues qui détruisent l'organisme, les exploiter par du travail non rémunéré, détruire la personnalité des malades par des méthodes disciplinaires du type militaire. Il ne faut pas oublier que des malades récalcitrants passent au mitard appelé « Chambre noire ».

Voilà la vie dans les services prétendus « libres ». Songez à ce que doit être la vie des patients dans les autres services ! Il y a des scandales que l'on camoufle soigneusement, des abus quotidiens que l'on ne dénonce pas assez.

Un correspondant H. R.

Comment les fascistes « indépendants » de CITROEN (Choisy) m'ont vidé

« J'ai fait parti d'un Comité de Base créé pour empêcher la récupération de la grève de mai-juin 68 que la direction voulait imposer en chargeant la journée de travail de 9 h, de 3/4 d'heure supplémentaires.

Nous, on a créé ce Comité parce que la C.G.T., les autres fois que la récupération était proposée, ne faisait pas assez de propagande et elle diffusait un tract le vendredi pour le lundi suivant et les ouvriers n'avaient pas le temps de discuter entre eux et de réfléchir.

Le Comité de Base créé, nous a fait beaucoup de propagande par des tracts diffusés très souvent à la porte de l'usine, à l'intérieur, diffusés dans toutes les langues en cachette, et par des discussions avec les ouvriers en expliquant bien qu'une grève ne se récupère pas et qu'on ne pouvait pas laisser la direction disposer de nous comme des robots et des esclaves, que c'était notre devoir de faire quelque chose pour défendre notre dignité et protester contre les cadences infernales et les méthodes fascistes de la direction Citroën, qu'on devait faire quelque chose pour améliorer nos conditions de travail et de salaire.

Quand arriva le jour de la récupération, les ouvriers ont fait grève massivement en arrêtant la production à la grande surprise de la direction. Le jour suivant la direction effrayée a employé toutes les méthodes et les chantages en faisant circuler sur les chaînes des chefs d'atelier, des agents de secteur et des interprètes qui proféraient des menaces de licenciements qui ont continuées pendant toute la semaine. Mais les ouvriers ont résisté pendant presque toute la semaine : en empêchant la production, première moitié de la semaine, et en empêchant la « régulière » dans la seconde moitié de la semaine. On peut dire que ça a été une victoire pour nous, mais on n'a pas pu continuer longtemps : la direction, vu le danger, cherche à éliminer les militants les plus actifs, au moyen de provocations, en employant leurs mouchards-militants, délégués de leur syndicat indépendant, en les faisant circuler sur les chaînes.

Ces chiens de garde, pendant ces jours, se sont manifestés particulièrement, parce qu'au mois d'avril il y aura les élections du personnel et ils voudraient tromper quelques ouvriers plus naïfs en racontant des mensonges.

Mardi 18 ils ont diffusé un tract dans lequel ils proposaient une fête pour le 2 mai, qui n'intéresse personne.

A une place de travail, j'étais en train de discuter avec des camarades sur le contenu du tract et je disais que pour nous la fête ne nous intéresse pas parce que ce vendredi là, on nous ferait récupérer la semaine suivante. Vu que personne n'appuyait leurs propositions inutiles, l'« indépendant » se mit à me menacer, et moi, embarrassé par mes outils, je lui ai demandé à plusieurs reprises de me lâcher. Finalement, comme l'autre persistait, j'ai posé mes outils et je me suis dégagé d'un coup de poing. Les ouvriers qui étaient présents ont tous témoigné que c'était lui qui m'avait provoqué.

Mercredi matin, je suis rentré dans mon atelier et je n'ai pas trouvé mon carton de pointage, le chef d'équipe m'a annoncé que j'étais licencié. Alors, je suis allé appeler les délégués qui sont allés dans mon atelier faire une enquête auprès des ouvriers. A moi, en m'empêchant d'entrer dans l'atelier par peur que les ouvriers se mettent en grève. Le chef des gardiens, Joulon, le grand fasciste de Citroën, me prend par un bras et m'accompagne au vestiaire pour prendre mes affaires en me faisant faire un grand tour pour éviter l'atelier. Entre temps, les ouvriers de mon atelier, le 88, se sont mis en grève. Un délégué vient me donner la nouvelle et dit de ne pas aller à la caisse. Joulon me menace et me pousse pour que j'aille à la caisse : il veut appeler la police et me menace de 15 jours de prison, d'expulsion de la France, d'abrogation de mon permis de séjour, en espérant me faire peur et pour que je réagisse et qu'il puisse appeler la police. Les délégués disent de ne pas me provoquer, qu'ils sont témoins.

Pour calmer les ouvriers, et pour faire que les ouvriers reprennent le travail, ils ont dit que même l'indépendant a été licencié. Toute une comédie parce qu'il y aura une autre bonne place dans un autre atelier : il est l'un d'eux.

La direction a tout fait pour me licencier parce que si elle avait cédé, qu'elle victoire pour les ouvriers qui se sont mis en lutte et après une victoire, ils auraient pris confiance pour la prochaine lutte.

Mais cela a été bien quand même parce qu'ils ont pris conscience des méthodes ignobles du patron et de ses valets et de la nécessité de lutter pour défendre leur dignité. »

Un ouvrier immigré.

PALESTINE

Communiqué du F.P.D.L.P.

L'aile gauche du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, après avoir déclaré son indépendance organisationnelle et militaire vis-à-vis de l'aile droite, a rendu public les origines et l'évolution des contradictions idéologiques, politiques et pratiques qui ont conduit à cette séparation.

L'aile gauche a déclaré qu'elle continuerait son action sous le nom de Front Populaire et Démocratique pour la Libération de la Palestine.

Le F.P.D.L.P., qui poursuit la lutte armée en Palestine, se déclare responsable des opérations suivantes :

- 1) Le 7 février 1969 : Exécution, par une unité de commando, du traître Mohamed Abou Nadi dans la prison centrale de Naplouse. Il avait vendu aux ennemis des militants du F.P.D.L.P. L'unité est revenue saine et sauve ;
- 2) Le 16 février : Un commando attaque une patrouille sioniste à coup de grenades et de mitraillettes dans la rue Faysal à Na-

plouse. Bilan : 9 sionistes blessés. Toute l'unité s'est retirée sans perte. L'ennemi a reconnu cette attaque ;

3) Le 11 février : Une grenade a été lancée sur le gouverneur militaire sioniste lors de son entrée au siège de Naplouse. Bilan : 1 tué et 1 blessé chez les soldats sionistes. Pas de perte dans nos rangs. L'ennemi a reconnu cette attaque ;

4) Nos commandos ont truffé de charges explosives la banque sioniste Loumi à Naplouse, ce qui a provoqué la destruction de l'immeuble.

VIVE LA LUTTE DES RESISTANTS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES.

VIVE L'UNITE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DE LA RESISTANCE.

VIVE LA GUERRE POPULAIRE. FRONT POPULAIRE DEMOCRATIQUE POUR LA LIBERATION DE LA PALESTINE

KARAMÉ

Vive la lutte du peuple palestinien : il vaincra

21 MARS

POURQUOI KARAME est-elle considérée comme la première gde vict. du p. palest.

Depuis vingt ans, le sionisme a entretenu la confusion sur la colonisation de la Palestine. Il a toujours présenté le conflit du Moyen-Orient comme une opposition entre les Etats normalement constitués : d'une part « Israël » et d'autre part la R.A.U., la Jordanie et la Syrie.

Cette confusion a pu être maintenue tant que le peuple palestinien, éparpillé dans les pays arabes, était empêché d'affirmer sa personnalité nationale.

La défaite des armées classiques en juin 1967 a créé une situation politique qui confirme la thèse d'EL FATH selon laquelle : « LA LIBERATION DE LA PALESTINE NE PEUT VENIR DES ARMEES ARABES CLASSIQUES MAIS PAR LA GUERRE POPULAIRE DES MASSES, PALESTINIENNES D'ABORD, ET ARABES ENSUITE ».

1967

Après la « guerre des six jours », en juin 1967, tous les régimes arabes étaient affaiblis ; les masses arabes traumatisées, humiliées, tournaient la tête du côté du Mouvement de Libération palestinien (et de El Fath principalement), qui commençait de relever le défi sioniste. Les masses arabes devenaient perméables aux analyses scientifiques de la résistance palestinienne, qui affirmaient que les régimes arabes féodaux et bourgeois, liés directement ou non à l'impérialisme, ne peuvent déclencher et gagner la guerre de Libération, du fait des structures sociales et politiques de leur système capitaliste bureaucratique d'Etat.

Le concept de « guerre populaire » imprègne désormais l'esprit des masses avec la victoire éclatante du peuple vietnamien sur le colosse aux pieds d'argile : l'impérialisme américain.

KARAME

Après juin 1967, « El Fath » multiplie les actions armées en pratiquant la tactique des « attaques-surprises ». Cette tactique de guérilla frappe juste, fort et vite, commence à porter ses fruits et exaspère les forces sionistes.

Dans la nuit du 20 au 21 mars 1968, « Israël » lance 15 000 hommes d'infanterie appuyés par l'aviation sur Karamé dans l'espoir d'écraser El Fath. Alerté la veille de l'attaque par le mouvement de troupes considérable le long du Jourdain, le Co-

mité Central d'El Fath présent à Karamé décide d'affronter les hordes sionistes.

Le 21 mars, à 5 heures du matin, les troupes sionistes traversent le Jourdain sans être inquiétées par l'armée jordanienne. A Karamé, elles se trouvent face aux seuls palestiniens, décidés à mettre en pratique leur devise : « VAINCRE OU MOURIR ! ». Une violente bataille s'engage.

Les Fedayins attaquent par petits groupes partout et rapidement les forces sionistes à la grenade, à l'arme blanche. Après douze heures de combat acharné les forces sionistes battent en retraite sous la protection de la seule force stratégique qui leur reste : l'aviation. Elles laissent pour la première fois sur le terrain du matériel de guerre intact, des morts, des blessés et... des prisonniers.

A la fin de la bataille, « Israël » reconnaît officiellement que les résultats escomptés n'ont pas été atteints et déclare avoir perdu 50 hommes, 3 chars et compter 100 blessés. Selon les sources palestiniennes, les pertes sont beaucoup plus lourdes. Cependant l'importance de cette victoire, même si sur le plan militaire elle a détruit le mythe de l'armée sioniste « invulnérable », est surtout politique. C'est une grande victoire POLITIQUE du peuple palestinien. Il reprend, avec force, sa place sur la scène politique et militaire du Moyen-Orient. Karamé a montré qu'un peuple, encadré par une organisation révolutionnaire appliquant la stratégie et la tactique de la guerre populaire, peut vaincre, quelque soit la puissance de l'ennemi. Karamé est aujourd'hui le symbole de l'unité retrouvée du peuple palestinien. Karamé, c'est la volonté des Palestiniens de rejeter toute tutelle et de compter sur leurs propres forces, dans la lutte armée populaire et ce jusqu'à la victoire.

Oui, les Palestiniens ont eu raison de considérer Karamé comme leur première grande victoire et le développement actuel de la lutte armée en est la preuve.

Les révolutionnaires du monde entier se doivent de fêter, avec leurs frères d'armes palestiniens, cette journée du tous les peuples en lutte pour leur 21 mars, car Karamé c'est la victoire de libération.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN ! IL VAINCRA !

Un camarade arabe.

AMIS LECTEURS

Faute de place nous ne pouvons exploiter tous les documents, critiques, suggestions et informations qui nous parviennent. Que tous nos correspondants en soient remerciés et trouvent ici une réponse qu'ils sont en droit d'attendre et que nous n'avons pas le temps, actuellement, de formuler :

Vos avis nous ont déjà beaucoup aidés à améliorer notre outil de travail qu'est « l'Humanité Rouge » ; ils nous aideront encore plus au travers des difficultés prochaines à surmonter.

Répondant à notre appel, de nombreux lecteurs nous ont fait parvenir des documents sur la question de Staline. Ceci nous permettra dès que possible, de poursuivre la « contribution à la défense de Staline », parue dans le numéro 3.

DERNIERE MINUTE

QUAND LE P. « C. » F. FASCISE SA J. « C. »

Sur le marché de Bagnole, dimanche matin, un commando de jeunes nervis s'est attaqué par surprise, à un contre deux, à des camarades diffuseurs de notre presse communiste.

Renseignements pris, ces jeunes voyous ne se réclament pas d'« Occident » mais de la J.-C. que les révisionnistes tentent de fasciser de plus en plus, à défaut de pouvoir l'éduquer.

Face aux arguments politiques de nos camarades, le public put en effet constater que ces jeunes anti-communistes ne connaissent que « l'argument frappant » et l'injure.

Que les camarades sincères de la J.-C. ou du P.-C.-F. en tirent les conclusions qui s'imposent : le révisionnisme est le frère du fascisme -

VIETNAM

échec militaire pour les impérialistes et échec politique pour les révisionnistes

Il n'y a qu'un an que Johnson-S.S., après avoir relevé Westmorland, renonçait à se représenter à la présidence de l'impérialisme U.S. pour mieux « finir la guerre du Vietnam dans l'honneur d'une désescalade réciproque ». Cette « Paix au Vietnam » sans vainqueur ni vaincu, donc agresseur ni agressé n'est pas arrivée ; les psalmodies et les intrigues impérialo-révisionnistes sont restées impuissantes :

La guerre du peuple vietnamien combat victorieusement, et l'impérialisme sur le plan militaire, et le révisionnisme sur le plan politique.

Le Vietnam montre que tous les réactionnaires sont « des tigres en papier », sur le plan stratégique, que ce soient ceux qui ont des « dents d'acier » : plus de 500 000 agresseurs américains, ou ceux qui ont des paroles mielleuses « de soutien au Vietnam », c'est-à-dire des « balles enrobées de sucre », des « Paix au Vietnam » et des « Monsieur Nixon, arrêtez l'agression S.V.P. », comme le clamait le P. « C. » F. hier encore.

Nixon tient conférence en ce moment dans une base militaire des Etats-Unis, avec ses généraux et ambassadeurs à gros renforts de mystères sur d'importantes décisions à prendre. **Comme d'habitude...**

Brejnev convoque ses petits compères — révisionnistes — à une conférence le 5 juin (conférence « communiste » sans la présence ni des Chinois et Albanais, ni des Vietnamiens et Cubains !) pour « condamner l'impérialisme » en paroles, et en paroles seulement. **Comme d'habitude...**

Nixon, Brejnev, l'un et l'autre, prépare comme d'habitude des conférences de super-sommets entre eux, pour un vain repartage du monde qu'ils se disputent comme deux vulgaires compagnies pétrolières, comme deux gangs rivaux qui s'arrangent périodiquement sur des compromis plutôt que de s'entretuer.



Comme d'habitude, mais plus que jamais et mieux que toujours, la guerre du peuple vietnamien va, elle, de l'avant, de victoires en victoires, s'approchant inexorablement de la victoire finale.

Après la « répétition générale » du Têt 1967, qui a déclenché tout ce cataclysme politique dans les rangs impérialistes, voilà un mois que les glorieuses FORCES ARMEES POPULAIRES DE LIBERATION DU SUD-VIETNAM ont lancé une immense offensive généralisée contre les bastions où se retranchent les agresseurs apeurés. En quelques semaines, c'est 20, puis 40, puis maintenant 65 attaques par jour qui sont signalées contre les repaires américano-fantoche !

On comprend la précipitation des Nixon et Brejnev à opérer de grandes manœuvres politiques de diversion avec leurs conférences.

Car la vraie conférence sur le Vietnam, à Paris, ne permet pas de telles manœuvres, du fait de la présence des représentants de la R.D.V. et du F.N.L. :

Leur combat diplomatique est soutenu par « le grand Front », la bataille du 17^e parallèle, la bataille de Kontum, la bataille de Danang, la bataille de Saïgon. C'est ce qui compte.

Qu'on s'imagine un instant que le Saïgon de mars 1969 soit le Paris de juin 1944 ; la situation aurait été à peu près celle-ci :

Les nazis bloqués dans leurs casernes, bombardés aux roquettes sans prévision possible ; les F.T.P. dressant des embuscades meurtrières sur des axes vitaux comme Le Bourget-Paris, aux convois allemands ; la banlieue rouge pratiquement interdite aux patrouilles allemandes et flics collabos ; les vichystes et autres doriotistes physiquement ou politiquement éliminés ; enfin et surtout tous les quartiers populaires animés par de puissants comités révolutionnaires clandestins, agissants, jusque dans les « beaux quartiers » du 8^e ou du 16^e, prêts à fournir tous les cadres révolutionnaires éprouvés, dès l'écroulement du « pouvoir » fantoche consécutif à la défaite de l'agresseur. Et ceci sans autres libérateurs qu'une puissante armée du peuple, dirigée par un vaste front de Libération sur une ligne aussi ferme que judicieuse et audacieuse !



Sur les plans local et national, les Vietnamiens ont appliqué et développé de façon créative, au prix de sacrifices héroïques immenses, les enseignements de précédentes guerres du peuple, en particulier de celle du peuple chinois, dirigée par Mao Tsé-toung. Sur le plan international, aussi, une analogie de tactiques est à faire.

Rappelons que contre les Japonais, Mao Tsé-toung a imposé tant que cela était possible une alliance à Tchang Kaï Tchek : le Kuomintang se déclarant anti-japonais, les communistes devaient utiliser les contradictions de ces nationalistes. Cette tactique a d'ailleurs développée de si importantes contradictions au sein du clan réactionnaires kuomintanien, que lorsqu'il se retourne, contre le P.C.C., Tchang Kaï Tchek avait perdu une bonne partie de ses forces. Il avait contribué bien malgré lui à la victoire d'une des phases de la guerre révolutionnaire du peuple chinois.

De même, dans la situation concrète du Vietnam, la R.A.U. comme le F.N.L. peuvent judicieusement utiliser les contradictions du camp révisionniste qui se déclare « anti-américain », et forcer l'Union Soviétique à lui fournir par exemple du matériel que les Vietnamiens mettent au service d'une guerre révolutionnaire, stratégiquement anti-révisionniste. Ceci quelles que soient les tentatives révisionnistes pour un vain nouveau « traité de Munich au Vietnam », impossible tant que le peuple reste mobilisé et vigilant. On entendait de la part de responsables de feu le « Comité Vietnam National » de curieux et superficiels

LA CHINE, BASTION IMPRENABLE DU SOCIALISME

Les fables de la clique de Moscou n'ont convaincu que ceux qui avaient intérêt à l'être. Nixon a souligné que la Chine menaçait également les Etats-Unis et l'Union Soviétique ; partout en Europe, de bons bourgeois se sont découverts une sympathie soudaine pour les Russes qui défendent sur l'Oussouri « notre civilisation occidentale » ; l'information a, comme toujours, déformé : les journaux réactionnaires ont reproduit abondamment les dépêches de l'agence soviétique Tass, presque jamais celles de l'agence Chine Nouvelle. Pourtant il y a eu des fausses notes dans le concert anti-chinois, il y a même eu des couacs dans les chœurs révisionnistes. A Budapest, la conférence du pacte de Varsovie n'a pas pu donner le signal escompté de la croisade contre la Chine. Le Parti « Communiste » Italien a renvoyé dos à dos Russie et Chine en dénonçant leurs responsabilités mutuelles : par rapport à la vérité, assurément, c'est encore scandaleux, de la part de révisionnistes, c'est tout de même significatif. Nous ignorons quelle suite les gouvernements occidentaux donneront à la proposition russe d'une conférence européenne ; soyons certains qu'elle a ouvert les yeux à beaucoup de ceux qui s'imaginaient encore que l'Union Soviétique luttait contre l'impérialisme.

DES FAITS TETUS

C'est que, selon la boutade de Lénine, les faits ont le défaut d'être têtus. Les faits, c'est que les frontières sino-soviétiques doivent leur tracé aux menées coloniales des Tsars à l'égard de la Chine. Les faits, c'est que, dans l'histoire de la République Populaire de Chine, on ne trouve strictement rien qui puisse justifier la réputation d'expansionnisme belliqueux que certains prétendent lui faire ; les Tchécoslovaques aimeraient pouvoir en dire autant de l'Union Soviétique. Les faits, c'est que, selon le vieil adage du droit romain, le coupable est celui auquel le crime profite. On voit bien mal, à moins de sombrer dans le délire mythologique, quel intérêt la Chine pouvait avoir à provoquer l'incident ; il faut ou bien être en ce qui concerne la réalité chinoise d'une ignorance crasse, ou bien avoir le propos délibéré de se moquer de ses lecteurs, ou encore les deux à la fois, pour oser écrire, comme M. Tatu, dans le Monde (19 mars) qu'après bientôt quatre ans de révolution culturelle, le président Mao avait besoin de « raffermir son autorité ».

La Chine s'est attelée à une tâche immense : changer ses structures, réformer son idéologie, transformer l'homme. La Chine s'est entièrement mobilisée pour l'accomplissement de sa grande révolution culturelle. La Chine concentre son attention à la préparation du IX^e Congrès de son parti communiste. Le moindre bon sens peut-il admettre qu'elle s'en soit détournée pour conquérir une île minuscule ? Il est juste qu'elle défende son territoire ; elle a trop à faire pour vouloir y ajouter quelques hectares.

En revanche on ne voit que trop clairement l'intérêt de la clique de Brejnev. Les renégats de Moscou n'avaient pas de moyen meilleur de démontrer aux puissances impérialistes leur solidarité de fait avec elles en attaquant, comme elles, la Chine. Le premier affrontement avec la Chine venait à point pour permettre à l'U.R.S.S. d'esquiver ses responsabilités à Berlin. La poursuite de la provocation coïncide trop bien avec la préparation de la conférence des partis soi-disant communistes à Moscou, cette rencontre de tous les traîtres et de tous les révisionnistes que les usurpateurs de l'Union Soviétique essaient en vain d'organiser depuis des années. En se prétendant la victime, l'Union Soviétique veut faire jouer en sa faveur un réflexe d'internationalisme prolétarien dévoyé. En entourant la Chine d'un rideau de feu, elle entend que la condamnation de la Chine soit acquise avant toute discussion. La ruse

propos de la part d'un organisme de ce nom, propos du genre : « Les Vietnamiens sont forcés de suivre le chantage de Moscou, du fait de l'indispensable aide soviétique ». C'est vouloir ne pas voir que le rapport de force réel n'est pas en faveur de Moscou, mais bien en faveur du F.N.L. et de Hanoï sur Moscou : c'est au contraire la clique révisionniste moscovite qui est forcée, en dépit de sa ligne traîtresse de collaboration avec l'impérialisme, de répondre sans condition aux demandes vietnamiennes, sous peine de se démarquer totalement, irrémédiablement, vis-à-vis de l'opinion mondiale et de celle des peuples de l'Union Soviétique notamment.

Certes les révisionnistes font tout, on le sait bien en France, aussi, pour tirer profit, pour se redorer le blason, avec « l'aide au Vietnam ». Rappelons simplement ici le dernier d'une longue liste de démentis, toujours fermes et prompts, à propos des calomnies révisionnistes anti-chinoises :

Hanoï, 20 mars. « Les nouvelles diffusées par des agences étrangères, et selon lesquelles les transports d'aide au Vietnam en provenance de l'U.R.S.S. et des pays socialistes seraient arrêtés lors de leur transit en territoire chinois, à cause des incidents de frontières sino-soviétiques, sont inexacts et mal intentionnés. Ces transports s'effectuent normalement. »

Evidemment les journaux révisionnistes n'informeront pas de bon gré leurs lecteurs d'un tel démenti à leurs propres allégations mensongères. Mais, et ce fait est particulièrement visible en France, les journaux révisionnistes ne peuvent plus autant qu'autrefois cacher, déformer, et enrober de camelote pacifiste, les positions politiques vietnamiennes. Par le simple fait de reproduire — quel qu'en soit le commentaire — les importantes déclarations des camarades Xan Thuy et Tran Bou Kiem face aux impérialistes U.S. et leurs laquais à la Conférence de Paris, « l'Humanité », (comme « le Monde » ou le « Figaro » !) met en valeur, bien forcément, toutes les

est tellement cousue de fil blanc que même au sein du Comité Central du P. « C. » F., d'aucuns auraient trouvé, paraît-il l'histoire trop belle pour être vraie.

LA LUTTE CONTE LE REVISIONNISME NEO-IMPERIALISTE

Est-il besoin de se demander pourquoi la clique révisionniste tient tant à obtenir, par tous les moyens, une condamnation de la Chine Populaire ? Le Parti Communiste Bolchevik, sous la direction de Lénine et de Staline, avait fait de l'Union Soviétique le bastion du socialisme et de l'anti-impérialisme qui soutenait les mouvements de libération et d'émancipation prolétarienne du monde entier ; en contre-partie l'Union Soviétique recevait l'appui réciproque de ces mouvements. Après la deuxième guerre mondiale, avec l'aide de l'U.R.S.S., le prolétariat avait pu établir sa dictature dans d'autres pays. Ces nouveaux Etats socialistes coopéraient sur tous les plans avec l'U.R.S.S. pour le plus grand avantage de chaque partie, de l'ensemble, du camp socialiste et de tout le mouvement international.

Une clique révisionniste succéda à Staline. Elle travailla à restaurer à l'intérieur une classe exploiteuse. A l'extérieur elle tendit à altérer les rapports de coopération (rapports établis sur un pied d'égalité et conformément à l'intérêt réciproque) en rapports inégaux d'exploitation et à transformer en agents du nouvel impérialisme russe les partis communistes et les mouvements de libération extérieurs au camp socialiste. Le camp socialiste lui-même ne fut désormais plus qu'un mythe, un mensonge au service des intérêts néo-impérialistes russes, mais sans lequel ceux-ci se seraient effondrés.

Au fur et à mesure que la nouvelle orientation se manifestait, la Chine Populaire essaya de l'entraver d'abord par des conseils discrets, réfuta les déviations théoriques qui justifiaient la nouvelle pratique et réussit à se soustraire elle-même à l'exploitation russe en comptant sur ses propres forces et en repoussant une « aide » prétendue qui n'était qu'un instrument d'asservissement. En même temps qu'elle démasquait les différents aspects de la dégénérescence révisionniste de l'U.R.S.S., la Chine Populaire, sous la conduite du président Mao, mettait en évidence la lutte en son propre sein de deux lignes dont l'une conduisait à la restauration du capitalisme. En dénonçant cette dernière au cours de la grande révolution culturelle, elle s'indignait la voie d'une dégénérescence telle que celle de l'U.R.S.S. En même temps, et grâce à sa ligne politique juste, la Chine Populaire remportait des succès continus dans la production, succès qui affirmaient sa solidité et sa puissance. En même temps elle pratiquait un internationalisme prolétarien conforme à l'intérêt de tous les peuples aussi bien que du sien. Elle reprenait ainsi le rôle de bastion du socialisme, de principale force anti-impérialiste dans le monde, rôle qui avait été naguère celui de l'U.R.S.S.

Les analyses de la Chine Populaire aussi bien que sa propre pratique démasquent les trahisons révisionnistes et tendent à les rendre impraticables en rendant le mensonge impossible. Dans sa politique extérieure, par son soutien résolu et actif à tous les peuples en lutte, la Chine Populaire s'oppose directement à toutes les menées néo-impérialistes des révisionnistes. La Chine Populaire représente le plus important obstacle à la politique des révisionnistes russes. Et c'est un obstacle insurmontable. D'où la rage impuissante des révisionnistes.

Mais cette rage elle-même se retournera contre eux car elle permet de mieux comprendre leur vraie nature. Dans le monde entier, être une tâche de tout révolution-Dénoncer le révisionnisme, approfondir sa critique, doit, naitre, inséparable de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

ordures bourgeoises qu'elle offre à côté, sous forme de publicité pour Frigidaire, pour Edgar Faure, ou pour la campagne anti-chinoise de tous les réactionnaires. Cette coexistence se fait tellement au détriment de la ligne capitalarde et pacifiste du P. « C. » F., que celui-ci tente toujours de camoufler le fait que les Vietnamiens éditent en français de nombreux documents, dont les hebdomadaires « Le Courrier du Vietnam » et « Sud-Vietnam au combat » (disponibles au « CENTRE INFORMATION VIETNAM », 17, rue du Sentier, Paris-2^e).

Les nombreuses « initiatives » du P. « C. » F. pour le Vietnam sont toujours prises à contre-cœur et en seule considération de la colère anti-impérialiste des masses qu'il s'agit de dévoyer : tel est le cas de la campagne des cent millions de charité, qui « ne doit pas coûter un sou » au Parti révisionniste (!!!), et repose sur une misérable astuce de drapeaux, vietnamiens et français, rapprochés du côté rouge.

Pour nous qui sommes à l'avant-garde des masses anti-impérialistes de France, ce ne sont pas vers de telles astuces, typiques des contradictions du P. « C. » F., que nous tournerons. Nous ne faisons pas semblant de soutenir le peuple vietnamien, pour qui le drapeau français fut celui du colonialisme. C'est en s'inspirant de nos luttes de l'indomptable force de la guerre héroïque d'un peuple, qui est victorieux à la fois de l'agression impérialiste américaine, et des tentatives de sabotage politique des révisionnistes ; c'est en soutenant, TOTALEMENT, POLITIQUEMENT, le combat héroïque de nos frères d'armes du Vietnam, tel que le propose, en France, le Centre Information Vietnam.

VIVE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE VIETNAM !
LES AGRESSEURS AMERICAINS SERONT BATTUS !
LES TRAITRES REVISIONNISTES SERONT DEMASQUES !

Un militant anti-impérialiste.